

2020

Commissaire enquêteur :

Caroline THAU

DEPARTEMENT HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE HUOS

ENQUETE PUBLIQUE /

MODIFICATION N°2

DU PLAN LOCAL D'URBANISME

**[RAPPORT ET AVIS DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR]**

Date d'enquête publique : 06 janvier au 23 janvier 2020

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 / GENERALITES

- 1.1 Cadre juridique
- 1.2 Objet de l'enquête : rappel du contexte
- 1.3 Composition du dossier d'enquête

CHAPITRE 2 / PROCEDURE

- 2.1 Arrêté Municipal de mise à l'enquête
- 2.2 Publicité et avis de l'enquête
- 2.3 Déroulement de l'enquête
- 2.4 Mise au point du rapport d'enquête

CHAPITRE 3 / BILAN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

- 3.1 Les avis favorables des personnes publiques associées (Annexe05)
- 3.2 Les avis défavorables des personnes publiques associées (Annexe05)
- 3.3 inventaire des requêtes inscrites sur le registre et des notes, pièces et lettres remises au commissaire enquêteur (annexe01)
- 3.4 Synthèse des avis du public

CHAPITRE 4 / AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.

- 4.1 Sur le dossier présenté en enquête publique
- 4.2 sur les avis des PPA
- 4.3 Sur les requêtes individuelles
- 4.4 Sur les questions du commissaire enquêteur

CHAPITRE 5 / CONCLUSIONS

ANNEXES

CHAPITRE 1 / GENERALITES

1.1 Cadre juridique

Vu l'ordonnance en date du 03 décembre 2019 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignant madame Caroline THAU en qualité de commissaire enquêteur, la commune de HUOS, par arrêté en date du 13 décembre 2019, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique de la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de HUOS.

Celle-ci s'inscrit notamment dans le cadre juridique et réglementaire suivant :

- L'article L123-9 du Code l'Environnement (issu de l'article L123-6 de l'Ordonnance 2016-1060) fixant les délais minimum de l'enquête publique
- Le code de l'environnement et notamment ses articles R123-6 à R123-23 et L123-1 et suivants ainsi que les articles R.2224-8, et R.224-9 du Code Général des collectivités locales
- La loi n°83-630 du Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.
- Le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (dite Grenelle II) et à la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (dite loi ALUR)

1.2 Objet de l'enquête : rappel du contexte

La commune de HUOS dispose d'un PLU approuvé le 13 décembre 2004 et qui a fait l'objet d'une 1^{ère} modification le 18 février 2011 et d'une modification simplifiée le 25 juin 2015. La commune a fait l'objet d'un remembrement en 2008 qui s'est accompagnée d'une étude d'impact indiquant les mesures compensatoires. Elle appartient à la communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises. Elle se situe à quelques kilomètres de Montréjeau et Gourdan-Polignan. Selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), la commune accueille 500 habitants en 2017 contre 476 en 2008 et recense un exploitant agricole en activité en 2015. Elle a décidé de lancer la modification n°2 de son PLU le 04 juillet 2019 afin d'intégrer la trame verte et bleue dans le règlement du PLU. En effet, selon le ministère de la transition écologique et solidaire « Outre l'enjeu écologique, la politique de la trame verte et bleue porte un projet socio-économique. Les continuités écologiques identifiées dans les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) constituent des opportunités pour maintenir et créer des emplois : maintien de pratiques agropastorales, production de bois-énergie, création de nouvelles activités porteuses d'emplois dans les domaines de l'environnement et de l'aménagement du territoire... Cela requiert une évolution de la gestion des espaces, l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et sa mise en œuvre par le biais d'engagements contractuels. »

A cela, s'ajoute la volonté de créer des emplacements réservés et de modifier le zonage pour prendre en compte ces changements. Or, cette modification se fait dans un contexte un peu particulier car j'ai pu avoir connaissance du problème que suscite l'arrachage de haies, pierriers, arbres... et de différentes procédures en cours qui bien que ne faisant pas partie de l'objet de l'étude de modification sont à considérer pour avoir un regard plus large de la situation.

Dans le cadre du remembrement des mesures compensatoires ont été proposées afin d'accompagner la perte de certains éléments par suite du remembrement et la présente modification a pour objectif selon la commune de :

- Inscrire en tant qu'espaces boisés classés (EBC) à créer, les secteurs où des éléments végétaux devraient être maintenus ont été détruits ou fortement fragilisés
- Inscrire en tant qu'éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique les autres formations végétales encore en place
- Compléter l'intégration de la trame verte et bleue par une inscription des zones humides issues de l'inventaire des zones humides de la Haute-Garonne en tant qu'éléments à préserver pour des motifs d'ordre écologique
- Mettre en place des emplacements réservés (ER) sur des secteurs fortement fragilisés afin de maintenir les continuités écologiques et compenser les pertes en végétation constatées ces derniers mois.

Note du commissaire enquêteur : Le dossier de révision du PLU n'est pas soumis à une évaluation environnementale.

1.3 Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête publique comporte les pièces suivantes :

- 1 note de présentation de l'enquête publique
- 1 notice de présentation
- 1 PLU opposable comprenant le règlement, le zonage général au 1/4000^e, le zonage Nord au 1/2500^e et le zonage Sud au 1/2500^e
- 1 PLU modifié comprenant le règlement, le zonage général au 1/4000^e, le zonage Nord au 1/2500^e et le zonage Sud au 1/2500^e
- 1 dossier comprenant les personnes publiques associées (PPA) et avis éventuels
 - Avis Office National des Forêts du 06/01/2020
 - Avis Académie de Toulouse en date du 07/01/2020
 - Avis RTE réseau transport d'électricité en date du 23/12/2019
 - Avis DDT direction départementale des territoires en date du 27/12/2019
 - Avis INAO Institut national de l'origine et de la qualité en date du 20/12/2019
 - Avis direction générale de l'aviation civile (DGAC) en date du 27/12/19
 - Avis TERECA du 15/01/20
 - Avis syndicat départemental d'énergie Haute-Garonne en date du 15/01/20
 - Avis Conseil départemental Haute-Garonne en date du 09/01/20
 - Avis Pôle d'équilibre rural u pays Comminges Pyrénées (PETR) en date du 21/01/20
 - Chambre agriculture Haute-Garonne en date du 10/01/20

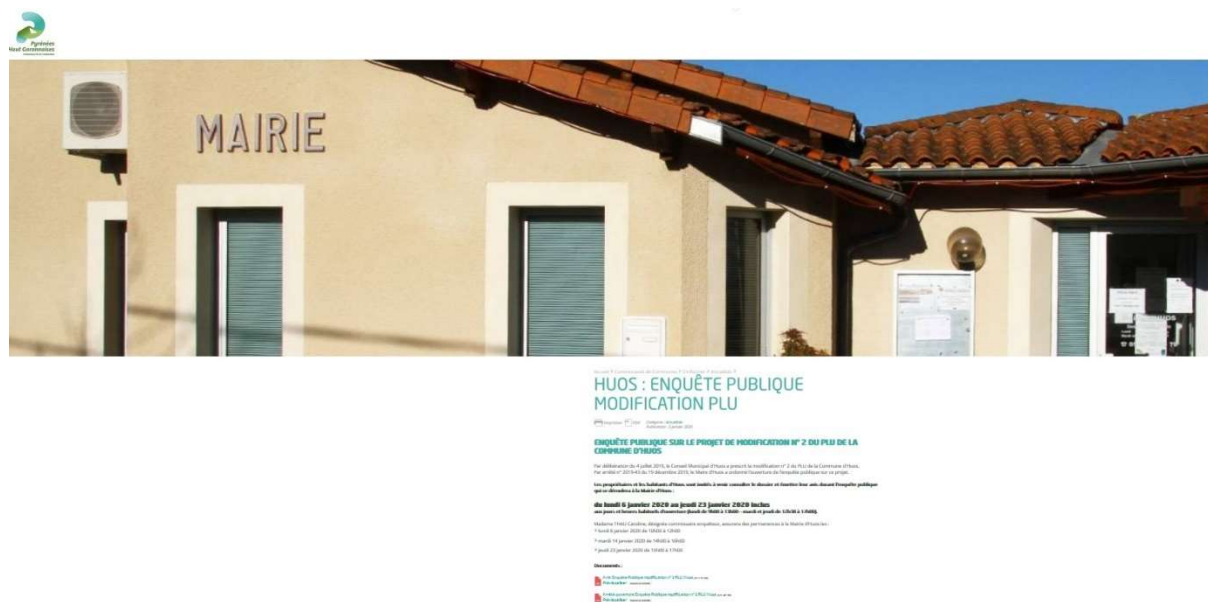
CHAPITRE 2 / PROCEDURE

2.1 Arrêté Municipal de mise à l'enquête

Par arrêté du 19 décembre 2019, la commune de HUOS a prescrit l'Enquête Publique. Les modalités d'enquête ont été fixées comme suit (annexe 00) :

- Durée : 18 jours consécutifs, du lundi 06 janvier 2020 au jeudi 23 janvier 2020,
- Mise à disposition en mairie du dossier d'enquête publique sous format papier,
- Mise à disposition d'un registre d'enquête à feuillets non mobiles côté et paraphé pour y enregistrer les remarques et avis du public (annexe 01),
- Permanences du commissaire enquêteur :
 - Lundi 06 janvier 2020 de 10h à 12h
 - Mardi 14 janvier de 14h à 16h
 - Jeudi 23 janvier de 15h à 17h

Note du commissaire enquêteur : la mairie de HUOS ne dispose pas d'un site internet et donc pour la diffusion, la commune a demandé à la communauté de communes de mettre l'avis sur son site internet :



J'ai pu constater que cela avait été fait.

2.2 Publicité et avis de l'enquête

2.2.1 Dans la presse (annexe 2)

- La Dépêche du Midi du MARDI 22 DECEMBRE 2019
- La Dépêche du Midi du MARDI 07 JANVIER 2020

2.2.2 L'affichage

L'affichage a été disposé en 7 points de la commune comme indiqué sur la carte (annexe 03). Au démarrage de l'enquête publique, j'ai pu constater personnellement leur présence, le 06 janvier 2020, aux emplacements indiqués et j'ai établi un plan indicatif (annexe 03).

2.3 Déroulement de l'enquête

Le vendredi 19 décembre 2019, une réunion a été organisée à la Mairie en présence de Mr le Maire et son adjoint, Mr SEGUI du bureau d'études SEGUI et COLOMB en charge de la modification afin de faire le point sur l'enquête à venir et le dossier de modification du PLU. J'ai pu poser toutes les questions nécessaires à la compréhension du dossier.

Un exemplaire du dossier m'a été remis lors de ce 1^{er} contact au format papier et au format dématérialisé. J'ai également demandé qu'un exemplaire soit édité pour l'enquête et mis à disposition du public aux dates et heures d'ouverture de la mairie.

Les thèmes abordés :

- Les pièces du dossier de modification
- La communication auprès du public.
- La durée de l'enquête.
- Le fait que le projet n'est pas soumis à étude environnementale.

La situation sur la commune s'est révélée très préoccupante pour l'équipe municipale qui m'a fait part de son inquiétude quant à la destruction de certains éléments paysagers depuis le remembrement et de leur volonté de faire une enquête au plus vite afin de mettre en place la modification du PLU. Compte tenu de l'éventuelle opposition et du contenu du dossier proposé, j'ai proposé de prévoir 3 permanences afin de tenir compte de l'importance du document et permettre au plus grand nombre de se manifester. J'ai souhaité que l'enquête se déroule après les fêtes de fin d'année car même si la situation est pressante pour la commune, il m'est apparu important de proposer des dates où le public serait plus enclin à se déplacer et tel a été le cas puisque de nombreuses personnes se sont manifestées.

L'enquête publique s'est déroulée aux jours et heures prévus. Je me suis tenue à disposition du public afin de le renseigner et recevoir ses observations verbales ou écrites. Le dossier complet a été mis à la disposition du public pendant toute l'enquête et a été largement consulté aux vues des remarques écrites entre chaque permanence et le nombre de courriers reçus.

Les permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions matérielles, la mairie ayant mis à ma disposition une salle. Lors de la 1^{ère} permanence, aucune personne n'est venue. Entre la 1^{ère} et la 2^{ème} permanence 2 avis ont été écrits sur le registre. Lors de la 2^{ème} permanence 3 personnes sont venues et ont écrits dans le registre. Entre la 2^{ème} et dernière permanence, 11 personnes ont inscrits un avis dans le registre et lors de l'ouverture de la 3^{ème} et dernière permanence, la mairie avait préparé une liste de présence afin que je puisse recevoir l'ensemble des participants dans l'ordre d'arrivée soit 6 personnes dont 4 ont inscrit un avis dans le registre.

J'ai clôturé l'enquête et j'ai reçu une copie des observations formulées par le public le jour même de la part de la Mairie.

2.4 Mise au point du rapport d'enquête

Le dossier de modification est clair et complet. J'ai demandé à faire une visite du site avant le démarrage de l'enquête le 06 janvier et Mr le Maire m'a expliqué les enjeux de la modification et m'a montré les espaces faisant l'objet d'un fort enjeu paysager pour la commune.

J'ai clôturé l'enquête le jeudi 23 janvier à 17h et j'ai envoyé le procès-verbal de synthèse à la mairie le 29 janvier 2020. Cette dernière a répondu le 07 février 2020 (**Annexe 04**).

CHAPITRE 3 / BILAN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

3.1 Les avis favorables des personnes publiques associées (annexe 05)

- **DDT** : pas d'observation particulières, toutefois les zones humides auraient pu faire l'objet d'un sous zonage Nzh et certains corridors écologiques d'un sous zonage A corridor écologique et N corridor écologique. Toutefois les identifications au titre de l'article L1213 du CU et les prescriptions du règlement écrit protègent bien ces espaces.
- **Institut National de l'origine et de la qualité (INAO)** : 21 Emplacements réservés (ER) dont 8 concernent la zone agricole, si les emplacements créés ne semblent pas créer de nouvelles contraintes pour l'agriculture, il convient de veiller au maintien des superficies ayant actuellement une vocation agricole
- **Direction Générale de l'aviation civile (DGAC)** : mentionner la liste de servitude des installations particulières T7
- **TEREGA** : pas de projet d'intérêt général dans la commune
- **Syndicat départemental d'énergie Haute-Garonne** : les zones à vocation d'habitat AU1 et AU2 ne sont pas desservies par le réseau existant à basse tension
- **Conseil Départemental Haute-Garonne** : pas d'observation
- **Pole d'équilibre territorial et rural du Pays Comminges Pyrénées**
- **PETR** : ces actions viennent en complémentarité de la préservation des grands espaces naturels définis dans le SCoT au titre des réservoirs de la diversité. Les ER restent cohérents avec la préservation des milieux agricoles et naturels de la commune.
- **ONF** : favorable à condition que la distance de construction par rapport à la forêt et l'accès à la forêt pour des engins d'exploitation soient bien repris dans le projet
- **Région académique Occitanie**
- **RTE** : mise à jour du plan des servitudes I4, tenir compte de la présence des ouvrages électriques à proximité des ER 6,8,14 et 18

3.2 Les avis défavorables des personnes publiques associées (annexe 05)

- **Chambre d'Agriculture Haute-Garonne** :
 - o Compléter le dossier avec une analyse des éléments constitutifs de la trame verte et bleue existante sur l'ensemble du territoire communal et l'intégralité des mesures conservatoires proposées dans l'arrêté de clôture du remembrement
 - o ER n°11 : insuffisamment justifié et prématuré
 - o ER n°18 et 21 : emplacement non justifié, l'espace agricole participe à la trame verte et bleue
 - o ER n°22 et 23 : espace boisé existant, l'aménagement d'une aire de pique-nique pourrait être incompatible avec un classement en Espace boisé Classé (EBC)
 - o ER n°24 : trop important et demande que l'emprise de la haie existante uniquement soit classée en éléments de paysage à préserver, la création d'un cheminement doux entre les 2 voies à ce niveau n'est pas justifiée, il existe un cheminement entre les 2

voies à 250 m au sud de la haie, ce type d'infrastructure pourrait morceler le parcellaire agricole

3.3 Inventaire des requêtes inscrites sur le registre et des notes, pièces et lettres remises au commissaire enquêteur (annexe 01)

Requête n°1 : inscrite sur le registre en date du 06/01/20 par Mr DESJARDINS.

Requête n° 2 : inscrite sur le registre en date du 06/01/20 par Mr Jean-Paul LARDOS

Requête n° 3 : inscrite sur le registre en date du 14/01/20 par Mr Bernard SARRAT + 2 feuilles A3 illustrant l'avis

Requête n° 4 : inscrite sur le registre en date du 14/01/20 par Mr Pierre BELTRAN

Requête n° 5 : inscrite sur le registre en date du 14/01/20 par Mr Michel COURTEGES

Requête n° 6 : inscrite sur le registre en date du 16/01/20 par Mme Nicole PINIRO

Requête n° 7 : inscrite sur le registre en date du 16/01/20 par Mme Marie-Madeleine COURTEGES

Requête n° 8 : inscrite sur le registre en date du 20/01/20 par Mr Christian CASTEX

Requête n° 9 : inscrite sur le registre par Mr Serge LARDOS

Requête n° 10 : inscrite sur le registre en date du 20/01/20 par Mr Rémy MARTIN

Requête n° 11 : inscrite sur le registre par Mr Guy CASTEX

Requête n° 12 : inscrite sur le registre en date du 21/01/20 par Florent DUPRAT

Requête n° 13 : inscrite sur le registre en date du 21/01/20 par Mr René NOGUES

Requête n° 14 : inscrite sur le registre en date du 21/01/20 par Mr Alber ZAMUNER

Requête n° 15 : inscrite sur le registre en date du 21/01/20 par Mr Claude PUIGDELLOSAS

Requête n° 16 : inscrite sur le registre en date du 23/01/20 par Mr Francis LASBATS

Requête n° 17 : inscrite sur le registre en date du 23/01/20 par Mme Martine MIQUEL

Requête n° 18 : inscrite sur le registre en date du 23/01/20 par Mme LAFFORGUE et rédigée par le commissaire enquêteur à la demande de Mme LAFFORGUE

Requête n° 19 : inscrite sur le registre en date du 23/01/20 par Mr Pierre BELTRAN

Courrier n° 1 : Mr Bernard PERIS, remis lors de la permanence du 14/01/20

Courrier n° 2 : Mr Xavier LARROUY-CASTERA du cabinet d'avocat LARROUY-CASTERA-CADIOU pour Mr BELTRAN, remis lors de la permanence du 20/01/20 + 4 plans format A4

Courrier n° 1 : Mr Georges SERRANO, remis lors de la permanence du 23/01/20

Courrier +mail n° 4 : Mme SABOULARD-PENG, remis lors de la permanence du 23/01/20

Courrier n° 5 : Mr Bernard SARRAT, remis lors de la permanence du 23/01/20

Courrier n° 6 : Mr Laurent COURTEGES, remis lors de la permanence du 23/01/20

Courrier n° 7 : Mr Bernard LARTIGUES, remis lors de la permanence du 23/01/20

Courrier n° 8 : Mr Jean-Paul LARDOS, remis lors de la permanence du 23/01/20

3.4 Synthèse des avis du public

Remarques du commissaire enquêteur : le dossier a été consulté puisque de nombreux avis ont été déposés sur le registre en dehors des heures de permanence. Compte tenu du nombre de remarques et de leur contenu, j'ai décidé de les regrouper en 3 grands thèmes afin de proposer une synthèse et faire ressortir les points forts.

THEME : MAINTIEN ET RENFORCEMENT DE LA BIODIVERSITE

(Requête n°1-2-5-6-7-8-9-10-11-13-14-15-16-17 et courrier 1-6)

La majorité des avis exprimés sont favorables à l'identification des espaces à protéger et au reboisement proposé par la commune avec parfois la volonté d'aller encore plus loin dans le travail de

protection. Parfois les avis dépassent les enjeux de la commune et de son PLU ou se réfèrent à des événements ou des arrêtés qui ne font pas l'objet de l'enquête mais qui témoignent de problèmes sous-jacents sur le territoire communal. L'arrachage d'arbres centenaires revient souvent pour expliquer l'avis favorable à la modification du PLU.

Dans l'ensemble, les avis sont unanimes pour témoigner de la peur que ne se poursuive l'arrachage d'arbres centenaires et que cela conduise à un manque de biodiversité du paysage à HUOS.

THEME : LES EMPLACEMENTS RESERVES ET IDENTIFICATION DES ELEMENTS DE PAYSAGE (Requête n° 3-12-16-18 et courrier 1-2-4)

Certains avis font part de remarques particulières sur les emplacements réservés en demandant une suppression ou une modification. Certaines demandes sont justifiées par :

- ER n°11 : Il est fait mention de la présence de canalisations d'irrigation au niveau du tracé de la nouvelle extension du cimetière proposée et du manque de justification de ce nouveau tracé par rapport à l'ancien compte tenu de la vocation agricole et de cette canalisation
- ER n°13 : Interrogation alors que des arbres sont présents et que cela va à l'encontre de la préservation des espaces boisés annoncée dans la modification
- Demande de modification du tracé de l'emplacement n°17 afin de tenir compte des possibilités d'aménagement du lycée de Gourdan-Polignan et proposition d'un tracé plus adapté
- Souhait que l'emplacement réservé n°10 soit déplacé pour continuer à exploiter le bois sur la parcelle.

D'autres avis font part de craintes plus générales sur le maintien de l'activité agricole :

- Crainte sur le devenir agricole de la parcelle avec l'emplacement n°21 et 22.
- Demande de déplacer l'emplacement réservé du quartier Lespône et de mettre à la place une plantation en bordure de route
- Etonnement de voir qu'une ancienne haie soit considérée au même titre qu'un grand ensemble à protéger
- Demande de suppression de l'extension du cimetière et conservation du tracé initial du PLU opposable
- Opposition à l'emplacement réservé n°22 par crainte de ne plus pouvoir l'utiliser comme des terres agricoles.

THEME / DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET BIODIVERSITE (Requête n° 4-19 et courrier 5-7)

+Quelques avis font part du manque de partialité de la démarche de PLU en notant que les emplacements réservés sont sur des zones majoritairement exploités par un seul exploitant. Ces avis font part de leur crainte pour la pérennité de l'exploitation de ces parcelles notamment de la part de l'exploitant. Il existe une interrogation reprise plusieurs fois sur le fait que la modification de PLU est contre un agriculteur et une autre sur le fait que le PLU reporte sur d'autres le problème de défrichage mis souvent en avant.

Il est également noté un manque de cohérence entre les continuités écologiques avec en plus le problème de couper une exploitation agricole par ces haies à créer ou renforcer. Néanmoins, il est proposé de déplacer certaines haies... afin de conserver le principe sans gêner l'exploitation.

CHAPITRE 4 / AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

4.1 Sur le dossier présenté en enquête publique

Le dossier comporte de nombreuses cartographies de détails permettant d'assurer sa compréhension mais il manque une superposition de la carte « Extrait de cartographie de l'étude de remembrement » indiqué page 3 de la notice de présentation et les propositions du PLU afin de comprendre l'état actuel et la volonté projetée dans le PLU. L'état des lieux au cas par cas de chaque arbre, haie existante ou disparue est clair. J'ai pu constater l'état des éléments paysagers lors de ma visite de la commune mais, je me suis rendu compte au fur et à mesure des questions et remarques émises pendant l'enquête que la notice n'était pas assez explicite sur ce point. Je propose que la notice soit complétée en ce sens.

4.2 Sur les avis des PPA

Note du commissaire enquêteur : les réponses de la mairie sont indiquées dans l'annexe 4, je fais référence à la page du document de l'annexe 4 afin que la réponse de la commune soit rapidement accessible lors de la lecture du présent rapport.

AVIS DDT ET REPONSE MAIRIE (ANNEXE 04-page 9)

Avis du commissaire enquêteur : la création d'un sous zonage n'apporte peut-être rien au niveau des dispositions réglementaires comme a répondu la commune mais cela permet d'afficher ces corridors de manière claire ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pour les recommandations de la DDT proposant un indice aux zones N ou A concernées par un corridor écologique permettent de mieux les identifier et sensibiliser les habitants, je suis favorable à ce que le règlement graphique les fasse apparaître d'autant plus que les enjeux sur la sensibilisation à la préservation des espaces naturels est au cœur du projet de modification.

AVIS Conseil départemental (CD) ET REPONSE MAIRIE (ANNEXE 04-page 10)

Avis du commissaire enquêteur : Je ne suis pas en mesure de donner un avis précis car il n'est pas indiqué si le bénéficiaire sera la commune ou bien si l'ER va être supprimé. Il vaut mieux que ce point soit justifié lors d'une prochaine évolution du PLU comme le recommande le CD.

AVIS ONF-RTE-DGAC ET REPONSE MAIRIE (ANNEXE 04-page 11 et 12)

Avis du commissaire enquêteur : la commune va compléter le dossier, je n'ai pas de remarque à ajouter.

AVIS INAO ET REPONSE MAIRIE (ANNEXE 04-page 11)

Remarques du commissaire enquêteur : la commune va réduire l'emplacement n°21 au niveau de la parcelle déjà boisé et propose de maintenir un bois existant sans réduire la surface agricole comme

dans la modification proposée à l'enquête. Cette réduction va dans le sens d'un équilibre entre espace boisé et espace agricole comme le préconise l'INAO et la chambre d'agriculture.

AVIS Chambre Agriculture (ANNEXE 04-page 9 et 10)

Remarques du commissaire enquêteur :

- Concernant l'inscription des EBC et éléments de paysage, la commune préconise un document en annexe, je propose que ce document soit intégré dans la notice car il est essentiel à la démarche de modification.
- Concernant l'emplacement réservé, la commune m'a expliqué qu'elle a fait un point sur ses concessions et qu'elle privilégie une extension du même côté que l'existant afin d'éviter que le cimetière soit traversé par la voie communale. Compte tenu de la présence d'une canalisation d'irrigation, de la réduction de l'espace agricole que cela engendrerait et du manque d'information sur le devenir du grand secteur Ne qui sera probablement un parking (la réflexion n'est pas aboutie vu la superficie de la parcelle), je ne suis pas favorable à l'extension du cimetière. Je recommande de suivre l'avis de la chambre d'agriculture et d'étudier ce point lors d'une prochaine évolution du PLU avec une vue d'ensemble.
- Concernant l'ER n°18, la commune souhaite le conserver et la chambre d'agriculture opte pour sa suppression du fait que cet ER n'est pas justifié. Cet ER est en limite de voie ferrée et de la déviation, il participe à la reconquête des chemins par des plantations d'arbre et se situe aux abords de la future zone d'équipement. Sa situation en limite ne vient pas créer de rupture sur la zone agricole, on peut néanmoins envisager de réduire de moitié la largeur de la bande de l'ER pour éviter de trop consommer l'espace agricole.
- Concernant l'ER n°21, la commune a prévu de le réduire et envisage de créer un nouvel ER n°25 comme indiqué sur la page 15 de l'annexe4 le long d'une future création d'alignement qui a été proposée pendant l'enquête par l'exploitant agricole (proposition sur un site plus cohérent que celui initialement proposé). En revanche, la création de l'ER n°25 n'est pas suffisamment justifiée et n'était pas initialement prévue dans la modification. Je suis favorable à la réduction de l'ER n°21 qui se délimite aux parties actuellement boisées et qui tient compte de l'activité agricole du secteur et au déplacement de l'EBC pour les mêmes raisons mais ne suis pas favorable à la création de l'ER n°25 faute de justification et au titre qu'il n'a pas été mis à l'enquête de modification. Cet ER pourra être envisagé lors de la future évolution du PLU.
- Concernant l'ER n°22 et 23, la commune souhaite maintenir ces bois qui sont identifiés en éléments paysagers. Je suis favorable au maintien de ces deux ER visant la préservation des espaces boisés existants.
- Concernant l'ER n°24, il fait partie des espaces sensibles de la commune en raison de la disparition d'une haie et la volonté de la recréer afin de restaurer la continuité écologique. Je suis favorable à suivre les recommandations de la chambre d'agriculture qui indique que la création d'un cheminement doux morcèlerait le parcellaire agricole et risque de générer des conflits de voisinage avec l'espace agricole alors qu'un chemin existe à 250m de là. La création de l'EBC va permettre de restaurer la haie d'arbre et assure la continuité écologique.
- Concernant les ER 2-3-17 en zone AU0, la zone a déjà été identifiée comme ayant une vocation urbaine et cela n'est pas l'objet de la présente modification, la création de l'ER n°17 anticipe la future desserte de la zone mais n'empêche pas son utilisation agricole et doit être maintenue à ce titre.

4.3 Sur les requêtes individuelles

THEME : MAINTIEN ET RENFORCEMENT DE LA BIODIVERSITE

(Requête n°1-2-5-6-7-8-9-10-11-13-14-15-16-17 et courrier 1-6)

Remarque du commissaire enquêteur : le PLU est un document de planification et les modifications ne portent que sur les ER et l'ajustement du règlement graphique et écrit avec l'intégration des zones bleues et vertes. Le nombre d'avis en faveur de la modification témoigne de la volonté de préserver les espaces boisés notamment mais il ne faut pas oublier que le PLU n'est pas un outil de règlement de compte et je n'ai donc retenu que les avis qui concernent la présente modification et ne fait pas état du reste.

THEME : LES EMPLACEMENTS RESERVES ET IDENTIFICATION DES ELEMENTS DE PAYSAGE

(Requête n° 3-12-16-18 et courrier 1-2-4)

Remarque du commissaire enquêteur

- ER n°11 : à l'argument agricole, la commune répond par la raison logique et fonctionnelle. Compte tenu des enjeux et de l'avis défavorable de la chambre d'agriculture, je recommande que ce secteur fasse l'objet d'une étude plus approfondie lors d'une évolution du PLU.
- ER n°13 : la commune précise qu'elle souhaite acquérir cette parcelle pour intégrer cette parcelle enclavée au secteur Ne, dans un souci de cohérence je recommande que cette parcelle soit identifiée comme un espace boisé à préserver, ce qui va dans la logique de la modification.
- Demande de modification du tracé de l'emplacement n°17 : la proposition d'un tracé plus adapté a été validé par la commune, je n'ai pas de remarque car cette modification va dans le sens d'une urbanisation à long terme cohérente avec la commune de Gourdan-Polignan.
- Souhait que l'emplacement réservé n°10 soit supprimé : la réponse de la commune précise que la parcelle était déjà en zone Nd et que l'ER est destiné aux besoins du SIVOM, l'exploitation forestière est maintenue en attendant. Je n'ai pas de remarque à ajouter.

D'autres avis font part de crainte plus générales sur le maintien de l'activité agricole :

- Crainte sur le devenir agricole de la parcelle avec l'emplacement n°21 et 22 et Opposition à l'emplacement réservé n°22 par crainte de ne plus pouvoir l'utiliser comme des terres agricoles : la commune précise que l'ER 21 sera réduit et ajusté, le 22 est maintenu pour le préserver et l'entretenir, ces deux espaces sont réduits aux espaces boisés et ne consomment plus d'espaces agricoles comme cela avait été reproché par la chambre d'agriculture et invoqué par l'INAO.
- Demande de déplacer l'emplacement réservé du quartier Lespône et de mettre à la place une plantation en bordure de route : la commune précise que cet EBC correspond à la volonté de replantation d'une haie disparue et cela justifie ce principe comme indiqué dans l'objet de la modification du PLU.
- Etonnement de voir qu'une ancienne haie soit considérée au même titre qu'un grand ensemble à protéger : il existe plusieurs outils de mise en protection des éléments comme le rappelle la commune et un arbre ou une haie peuvent avoir un intérêt du moment que cela est justifié dans la notice. Ces différents classements seront à préciser dans la notice afin de sensibiliser le public.
- Demande de suppression de l'extension du cimetière et conservation du tracé initial du PLU opposable : voir réponse donnée précédemment à ce sujet.

THEME / DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET BIODIVERSITE

(Requête n° 4-19 et courrier 5-7)

+Quelques avis font part du manque de partialité de la démarche de PLU en notant que les emplacements réservés sont sur des zones majoritairement exploités par un seul exploitant. Ces avis font part de leur crainte pour la pérennité de l'exploitation de ces parcelles notamment de la part de l'exploitant. Il existe une interrogation reprise plusieurs fois sur le fait que la modification de PLU est contre un agriculteur et une autre sur le fait que le PLU reporte sur d'autres le problème de défrichage mis souvent en avant.

Il est également noté un manque de cohérence entre les continuités écologiques avec en plus le problème de couper une exploitation agricole par ces haies à créer ou renforcer. Néanmoins, il est proposé de déplacer certaines haies... afin de conserver le principe sans gêner l'exploitation.

Remarque du commissaire enquêteur : les exploitants des terres agricoles sont peu nombreux sur la commune ce qui peut expliquer en partie le fort impact des propositions de modifications. Le PLU n'est pas l'occasion de faire un règlement de compte, chaque espace se doit d'être justifier au regard d'un ensemble dans la notice de présentation. La tension a été présente lors de l'enquête entre les intervenants. En effet, l'exploitant Mr Beltran s'est montré fort inquiet et est venu à 2 permanences et les nombreuses personnes qui se sont exprimées l'ont fait dans le souci de la préservation de la biodiversité sur la commune. La mairie quant à elle a à cœur de préserver ses espaces naturels. La modification du PLU se doit de maintenir l'équilibre tel qu'annoncé au PADD et qu'il est par conséquent nécessaire d'engager une démarche de sensibilisation à la préservation des espaces agricoles et naturels lors de la prochaine révision et bien expliqué les outils mis en place (ER, EBC...). L'avis défavorable donné par la chambre d'agriculture doit être pris en compte afin de rétablir un équilibre, les modifications apportées par la commune vont dans le sens des demandes de la Chambre d'agriculture avec la réduction des emplacements réservés sur les espaces agricoles.

4.4 Sur les questions du commissaire enquêteur (annexe 04-page 13)

- Sur la question de la capacité financière de la commune : la commune indique avoir réduit le nombre et la superficie des ER et réduisant l'impact financier sur la commune. Cette réduction va dans le sens de la cohérence des intentions de la commune et de sa capacité financière. Le document de PLU est un document de planification, il n'est pas là pour résoudre des conflits mais bien pour proposer des outils qui peuvent être complétés par une approche sensible de la préservation des espaces que j'invite la commune à mettre en place avant la prochaine évolution du PLU.
- Sur la question de la communication des ER : la commune souhaite réduire leur nombre et justifier ce fait et prévoit une concertation avec les propriétaires. Cette démarche va dans le sens de la sensibilisation à la préservation du territoire.
- Sur la question de la non-préservation des espaces suite au remembrement : concernant la réponse de la mairie sur l'arrêté préfectoral, cette démarche est hors cadre de la modification du PLU et je ne peux donc me prononcer à ce sujet mais cela témoigne de l'inquiétude de la préservation des espaces naturels par la commune. Le PLU est également un outil de concertation et de sensibilisation et j'engage la commune à travailler ce point lors de la prochaine évolution du PLU.
- Concernant l'entretien des espaces : la commune a mis en place un service compétent pour l'entretien et je n'ai pas de remarques à ajouter.

CHAPITRE 5 / CONCLUSIONS

La commune de HUOS a engagé la modification n°2 de son PLU le 04 juillet 2019, ce dernier datant du 13 décembre 2004.

Elle envisage aujourd'hui de lui apporter quelque correctifs ou améliorations dans le cadre d'une procédure de modification. Les mesures envisagées sont effectivement compatibles avec la procédure de modification : en particulier, aucun prélèvement en faveur d'un développement urbain n'est envisagé sur les zones agricoles ou naturelles.

Il s'agit essentiellement de :

- Actualiser la liste des emplacements réservés (ER)
- Renforcer les espaces boisés par la création d'EBC et d'espaces naturels à préserver en intégrant la trame verte et bleue
- Modifier le règlement et le zonage en conséquence

La publicité légale de cette enquête a été effectuée et l'affichage a été disposé dans plusieurs points stratégiques de la commune. J'ai effectué trois permanences dans les locaux de la mairie. Le dossier et le registre ont été mis à disposition comme le témoigne les 19 avis formulés et les 8 courriers reçus. La fréquentation a été très importante au regard du thème de la modification. L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et la commune a apporté des réponses à chacune de mes questions.

Parmi les requêtes, l'impression d'avoir deux clans qui s'opposent est apparu entre les défenseurs du secteur agricole qui occupe une large partie du territoire et qui s'est restructuré suite au remembrement de 2008 et les défenseurs de l'espace naturel inquiets suite à la disparition de nombreuses haies... Alors que de nombreux avis ont formulées des propositions visant à améliorer la qualité de la protection des espaces. Aucune requête n'a été formulée pour demander le développement de zones constructibles, preuve que l'enjeu des espaces naturels et agricoles a été au cœur de l'enquête. Comme le rappelle la chambre d'agriculture la zone agricole n'est pas incompatible avec la préservation de la trame verte et bleue et a donné un avis défavorable à la modification. A ce titre notamment, les emplacements réservés impactant fortement l'espace agricole ont été revus par la commune dans ses réponses aux PPA, au public. Elle a réduit leur superficie en ajustant le tracé des espaces naturels à protéger et EBC et tient compte des remarques des exploitants et de de la chambre d'agriculture notamment.

Les ajouts au règlement rappellent la réglementation de protection de ces espaces et aucun autre ajout n'a été fait, cela correspond aux caractéristiques du projet mis à l'enquête. Je propose à la commune de faire état dans la notice du projet de conservation fait lors du remembrement et de le comparer à l'état actuel et projeté. Cette démarche permettra de mieux justifier les choix retenus et d'amorcer une réflexion plus générale lors d'une prochaine évolution du PLU si la commune souhaite aller plus loin dans cette démarche. Face à l'incompréhension entre les choix des espaces naturels à protéger, des EBC ou autre, j'invite la commune à compléter son rapport de présentation comme elle l'a expliqué dans ses réponses aux avis. En effet, elle a rappelé que la protection ne vise pas que des éléments remarquables mais tout élément pouvant participer au maintien des corridors écologiques par exemple.

- Concernant l'intégration de la trame verte et bleue : l'intégration a été faite et les espaces à protéger, préserver et ER seront modifiés suite aux observations comme indiqué dans les réponses de la commune. Avant la modification, aucun espace n'avait été identifié en vue d'être protégé dans le cadre du PLU et dorénavant la commune met en lumière ses espaces et leur protection qui est rappelé dans le règlement modifié. La modification proposée proposait une trop grande emprise sur les terres agricoles exploitées et la réduction des ER répond aux craintes formulées par la chambre d'agriculture et les requêtes sur le thème de l'agriculture et la biodiversité.
- Concernant les emplacements réservés : dans l'ensemble ils répondent à des points précis comme l'élargissement d'un chemin, la création d'un abri container...
 - Je ne suis pas favorable à la création de l'ER n°25 car ce dernier ne faisait pas partie de l'enquête et sa création ne me paraît pas assez justifiée pour être conservée. Ce point sera à envisager lors de la prochaine évolution du PLU
 - Je ne suis pas favorable à l'ER n°11 qui impacte fortement la zone agricole et qui doit faire l'objet d'une réflexion plus globale sur le site existant, le futur stationnement...
 - Je ne suis pas favorable à l'ER n°24 qui viendrait créer une rupture par la création d'un cheminement doux, l'EBC proposé répond à la volonté de recréer la haie disparue.

Je donne à ce projet **un avis favorable** assorti des réserves suivantes :

- 1) Apporter les clarifications demandées à la notice :
- 2) Apporter les modifications demandées au règlement graphique :
 - Identifier les indices des corridors écologiques en zone A et N.
 - Ne pas conserver les ER n°11-24 et la proposition de l'ER n°25
 - Réduire l'emprise de l'ER n°21 au niveau des espaces boisés.

ANNEXE 00

AVIS

ARRONDISSEMENT DE SAINT-GAUDENS**COMMUNE D'HUOS****ARRÊTÉ ORDONNANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE
SUR LE PROJET DE MODIFICATION N° 2 DU PLU**

Le Maire de la Commune d'Huos,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-41 et suivants,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants ;

Vu la loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée par la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Huos en date du 13 décembre 2004 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n° 2019-35 du Conseil Municipal d'Huos en date du 4 juillet 2019 prescrivant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Huos ;

Vu la notification du projet aux Personnes Publiques Associées ;

Vu l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 3 décembre 2019 désignant THAU Caroline en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Huos en mairie d'Huos pour une durée de 18 jours, du lundi 6 janvier 2020 au jeudi 23 janvier 2020 inclus.

Article 2 : Madame THAU Caroline, architecte et urbaniste, domiciliée 10 Rue des Gallois – bât A – appt 2137 31400 TOULOUSE, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 3 : Les pièces du PLU modifié seront tenues en Mairie d'Huos à la disposition des intéressés pendant toute cette période, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, à savoir : le lundi de 9h00 à 13h00, les mardi et jeudi de 12h30 à 17h00.

Article 4 : Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert par le Maire d'Huos et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser par écrit en Mairie d'Huos au commissaire enquêteur, celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.

Article 5 : Le commissaire enquêteur assurera des permanences à la Mairie d'Huos les :

- lundi 6 janvier 2020 de 10h00 à 12h00
- mardi 14 janvier 2020 de 14h00 à 16h00
- jeudi 23 janvier 2020 de 15h00 à 17h00

Envoyé en préfecture le 19/12/2019

Reçu en préfecture le 19/12/2019

Affiché le

Berser
Levrault

ID : 031-213102387-20191219-A_2019_43M-AR

Article 6 : Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants :

- La Dépêche du Midi (journal quotidien)
- La Dépêche du Dimanche (journal hebdomadaire)

15 jours au moins avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché en mairie et dans tous les emplacements situés sur la commune et permettant la plus large information du public.

L'accomplissement de cette mesure de publicité fera l'objet d'un certificat en mairie.

Article 7 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre.

Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Le Maire d'Huos communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au Préfet et au Président du Tribunal administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie d'Huos.

Article 8 : Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- Monsieur le Préfet du Département de la Haute-Garonne ;
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse ;
- Madame la Commissaire Enquêteur.

Fait à Huos, le 19 décembre 2019,

Le Maire d'Huos,
Claude PUIGDELLOSAS



Envoyé en préfecture le 19/12/2019

Reçu en préfecture le 19/12/2019

Affiché le



ID : 031-213102387-20191219-A_2019_43M-AR

COMMUNE DE HUOS

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE

PORTANT SUR LE PROJET DE MODIFICATION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Par arrêté n° 2019-43 du 19 décembre 2019, le Maire d'Huos a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Huos.

A cet effet, Madame THAU Caroline, architecte et urbaniste, domiciliée à Toulouse (31), a été désignée par le Président du Tribunal Administratif de Toulouse comme commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la Mairie d'Huos **du lundi 6 janvier 2020 au jeudi 23 janvier 2020 inclus**, aux jours et heures habituels d'ouverture (lundi de 9h00 à 13h00 – mardi et jeudi de 12h30 à 17h00).

La commissaire enquêteur assurera des permanences à la Mairie d'Huos les :

- **lundi 6 janvier 2020 de 10h00 à 12h00**
- **mardi 14 janvier 2020 de 14h00 à 16h00**
- **jeudi 23 janvier 2020 de 15h00 à 17h00**

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie. Elles pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés à la mairie d'Huos à l'issue de l'enquête publique.

A Huos,

Le 19 décembre 2019,

Le Maire,
Claude PUIGDELLOSAS



ANNEXE 01

REGISTRE

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE D' HUGS

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET: MODIFICATION N° 2

DU PLU DE LA COMMUNE

D' HUGS

PARTICIPANCE : - Lundi 06 janvier 2020 : 10h. 12h.

- Mardi 14 janvier 2020 : 14h. 16h.

- Jeudi 23 janvier 2020 : 15h. 17h.

DÉPARTEMENT

HAUTE-GARONNE

COMMUNE

HUOS

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le présent registre, contenant 16 pages, a été coté et paraphé
par nous, M^{me} THAU Caroline

commencé le 06 janvier 2020
pour une durée de 18 jours

A HUOS, le 6 janvier 2020

Signature



Modèle 542130 - 12/09



87500 Saint-Yrieix

Not imprimés sont produits par Fabrique Imprimeur adhérent IMPRIM'VERT*

Ouverture permanente le lundi 06 janvier 2020 à 10h,
par le commissaire enquêteur: Aucune remarque. Clôture.

Bravo pour les modifications proposées qui sont fondamentales à mes yeux pour le maintien et le renforcement de la biodiversité et du paysage qui nous est si cher en Cammages. Les destructions récemment opérées dans la plaine d'Hues sont une désolation. Aves donc Hues favorable.

le 13 janvier 2020

P. Desjardins

Il était urgent de préserver la quelques
autres sentinelles rescapées.
Merci pour les milans, buses et autres volatiles
Merci pour tout le réseau vivant.

Jean-Paul Gardes

Ouverture permanente le mardi 14 janvier 2020
à 14h par le commissaire enquêteur:

[N°11] emplacement réservé sur exploitation EURL Beltran
existence de canalisations d'irrigation avec
Borne d'usage.

Ce choix n'est pas cohérent, car l'existence
du site n'est pas déjà prévu l'autre côté.

[N°13] parcelle réservée, les implantations
existantes ne sont pas mentionnées
en fin d'annuaire d'occupation (d'où coupures
d'arbres par la commune).

[N°21] emplacement réservé (exploité par EURL
Beltran) aîrique à l'issue de
démembrement d'exploitation.

[N°24] parcelle Réserve toujours exploitée
par EURL Beltran.

Création de rupture de grande
parcelle exploitable

en raison il en résulte de nombreux problèmes
entre la commune d'Hues et l'exploitation
Préc. Beltran (EURL Beltran).

Un tel événement des événements il serait
inévitable. ne donner un médiateur.

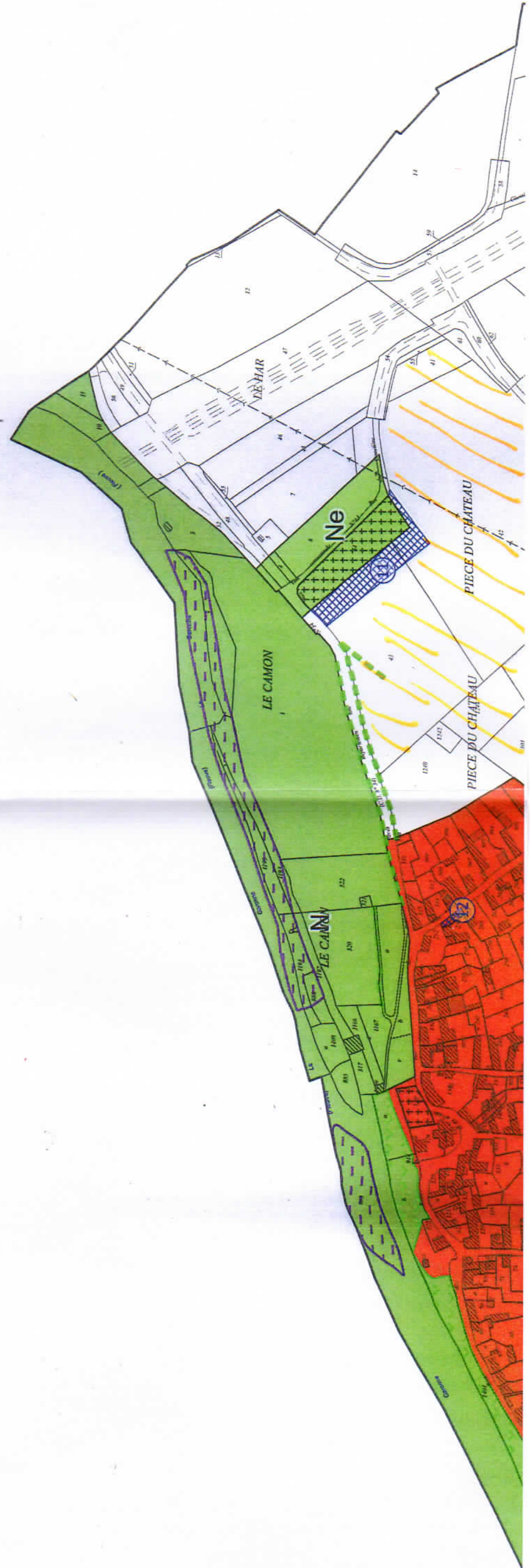
(Médiateur de la République)

JARRAT. Benard-

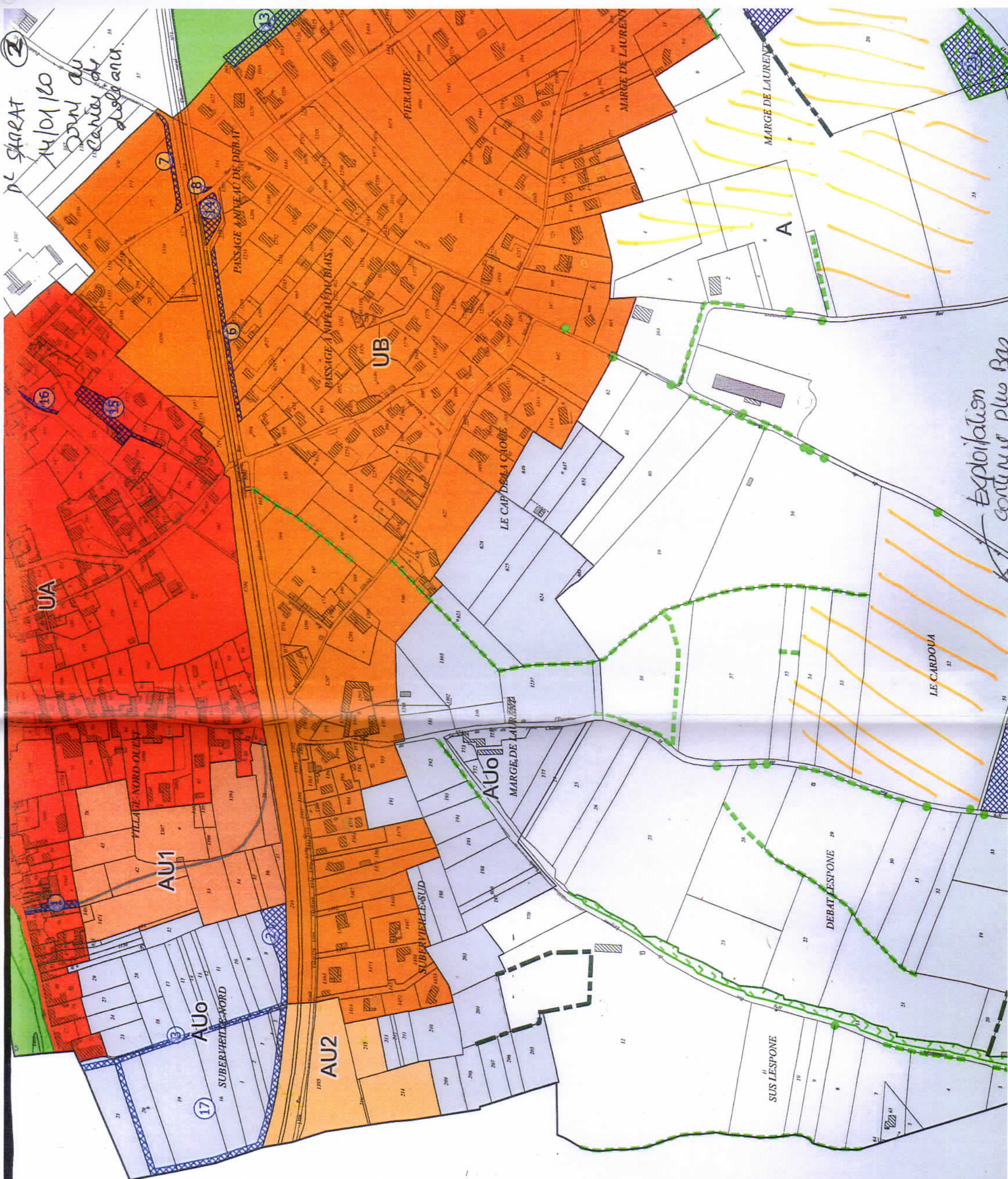
Hues 14 janvier 2020

Pièces jointes: 2A3.
N: Sautat, 14/01/20, joint
au cahier de doléances.

N° SARRAT. ①
le 14/01/20 -
Joind au cahier
de doléances.



PL SARRAT ②
14/01/20
Don du
Centre de
Sarraat



Exploitation
continue plus Bas

La modification n°2 du PLU de la commune d'Huos est inadmissible. Les modifications visent à nuire à la viabilité de non exploitation agricole. Les réserves prévues par la main-œuvre portent les numéros 24, 21, 17, 3, 2, 11 ainsi que les espaces boisés classés à créer sur les parcelles 97, 93, (débat marge), 8, 20 (Marge de Laurent) et 50 (Le cardoua) sont absurdes et injustifiées.

Avec toutes ces modifications je crains que non exploitation soit en péril. Je souhaiterai connaître l'emplacement des corridors écologiques déjà existants.

Huos 14 janvier 2020

Pierre BELTRAN

M^r COURTEGES Michel le 14/01/2020

Voici mon point de vue sur cette modification du PLU sur la commune.

Premièrement, que les dispositions prises par le C.14 vont dans le bon sens pour la préservation des parcelles boisées et des enfillements de cailloux qui seront maintenus en tant qu'abri pour la faune, maintenant un minimum de vie sauvage dans la plaine.

De plus je pense que la parcelle de M^r COURCELE située "LE CARDOUA" sous le n°29 est ainsi que les parcelles de M^r FONTAN →

elles aussi situées à "LE CARDOUA" sous les n°s 29 et 34, doivent elles aussi être protégées des apports des voisins.

En espérant que les orientations de ce nouveau plan seront respectées et que la triste affaire de ces jours derniers ne se reproduise plus.



M^r PIVERO Nicole le 18.1.2020

Je suis d'accord avec le nouveau projet de PLU fait par le conseil municipal pour la conservation et replantation des zones concernées.



M^rme COURTEGES Marie Fedeline le 16.01.2020.

Le projet de modification du PLU est à mes yeux satisfaisant. En effet il est nécessaire de préserver le peu d'arbres restant sur la plaine, préserver la biodiversité. Mais il serait également nécessaire de mettre en réserve les parcelles restantes boisées de M^r FONTAN, de M^r COURCELE Daniel et de M^r ENCAUSE Jean Marie, afin que d'ici quelques années tous les arbres ne soient pas défruits. Le maintien des pierres est également indispensable.

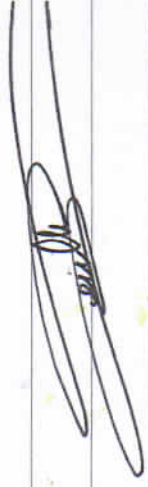


M CASTEX Christian

le 20-1-20

J'approuve le nouveau projet du P.L.U. pour défendre un peu la nature et laisser une belle plaine à nos enfants.

Je ne pense pas que ce projet puisse nuire aux exploitations agricoles. En ne pensant que profit, on ne voit qu'à court terme et on détruit la nature c'est bien dommage. Dans d'autres régions en France on replante des haies pour minimiser l'érosion et l'appauvrissement des sols.



J'adhère sans concession au nouveau projet de P.L.U. concernant la commune d'Huos, et saillant totalement l'engagement de maintenir le brane pour préserver les diversités de vie sauvage. Nous ne sommes pas en Beauce ici; si l'on ne contre pas les projets de l'ancien Beltrand qui ne pense qu'au profit; à quoi ressemblera la plaine d'Huos, sans arbres, sans oiseaux... ce n'est pas cette image que nous voulons laisser à nos enfants. Je me mets à la disposition de branner le brane ainsi que des "résistants" pour participer à tous travaux de plantation ou de restauration des milieux.

Serge Lardos

le lundi 20/01/2020

Ce nouveau P.L.U. est totalement cohérent avec les directives européennes et les lois nationales de préservation des espaces boisés. Notre commune doit participer à l'effort national de préservation de la biodiversité et de stockage de CO₂. L'agrandissement sans limite destructeur d'arbres et d'habitats écologiques mène à une logique du XX^e siècle et met en péril l'avenir de notre agriculture, de notre alimentation. La coopérative Jardins du Comminges

exploitation en maraîchage bio, soutient sous réserve ce P.L.U. et salue la volonté du conseil municipal de mettre l'intérêt général au dessus d'intérêts privés. Il est inadmissible de lire que ce P.L.U. mettrait en péril une exploitation agricole. Si cette affirmation devait être retenue, il devrait être demandé à son responsable les arguments chiffrés et détaillés justifiant ces propos. Il est établi désormais par les scientifiques qu'une exploitation agricole dépendra plus, dans les années à venir, de la qualité de son sol et de ses infrastructures agro-écologiques que du nombre d'hectares.

Rémy MARIN

Directeur Coopérative Jardins du Comminges

La modification de ce P.L.U. est indispensable afin de préserver la peur d'arbres et de peupliers encore présents dans cette plaine d'Huos. Il serait aussi nécessaire de penser un peu à l'avenir et à nos enfants et petits enfants car je ne vois pas de différence entre une zone bâtonnée (ville) et une zone agricole dénuée de végétation et de réserve à animaux et oiseaux.

Jury CASTEX

le 21/01/2020

L'usage boisé donné à tout un le quartier "nos légumes" ne me convient pas à cette endroit car la parole remonte va être partagée. Par contre, je ne suis pas contre la plantation en bordure de route.

Florent DUPRAT

Le 21/01/2020

René NOGUES

Je suis né à Hvos et réside toujours dans cette commune. Avant en a connu la plaine d'Hvos jusqu'à 60 ans et ce qui elle est devenue aujourd'hui c'est désolant. Je disonne la disparition de quelques parcs de haies, les etc. Suite une remarque plus un village, plus une route, plus un chemin.

Je remercie Monsieur de Mairie pour son engagement et approuve le nouveau projet.

Le 21/01/2020.

ZARUNER - ALBERT

Je suis tout à fait d'accord avec le projet de modification du PLU proposé par la Commune.

Il est inadmissible d'abattre des arbres centenaires qui font partie du patrimoine communal, protégés par arrêté préfectoral et abattus sans autorisation.

Il est très important que la Commune fasse cette modification du PLU afin, entre autre, de protéger les dernières parcelles bordées de haies et prairies qui constituent des points nécessaires à la conservation et au développement de notre biodiversité locale. Biodiversité qui nous offre des biens indispensables et irremplaçables à notre quotidien.

Biodiversité qui, localement, est mise à mal par l'usage intensif de pesticides, si bien que notre terre si fertile est devenue complètement stérile et qui usquent, dans l'avenir, avec l'ajout d'épandage de fumier d'élevage

intensif de produits, de venir polluer notre nappe phréatique d'excellente qualité jusqu'ici.

En conclusion, il est extrêmement important que les Communes, par l'intermédiaire du PLU, soient un fin à ces agissements irresponsables guidés par le "Toujours plus". Nous espérons que la modification du PLU proposée par la Commune soit totalement prise en considération.



de 21 Janvier 2020

Claude Puigdellosa

- Je tiens personnellement, en tant que citoyen d'Hvos, à écrire ces quelques lignes concernant cette enquête publique relative au projet de modification n°2 du PLU de la commune d'Hvos. L'intégration de la trame verte et bleue est le point essentiel de cette modification.

- Je suis né dans ce village rural voilà plus de 66 ans. J'ai parcouru cette belle plaine dans ma jeunesse pour y jouer avec les copains, y chasser avec un gibier important.

A cette époque, la plaine était composée de petites parcelles et les plus grandes étaient entourées de haies ou de prairies avec des arbres remarquables. Beaucoup de diversité avec des pâturages, vignes, champs de blé, maïs, des verges... et quelques petits bosquets. Une bonne partie d'agriculteurs étaient chasseurs et respectueux de la nature car cette biodiversité était exceptionnel. Entre les années 1965 et 1980, environ une trentaine d'agriculteurs vivaient du produit du terrain. Dans les années 2000, ils sont moins d'une dizaine, cette bricole étant généralisée en France.

En 2008, suite à la création de la bretelle autoroutière A645 gérée par ASF, le remembrement intercommunal des communes de Cier de Rivière, Hvos, Poirès

de Rivière et une partie de Goudan Polignan a été réalisée.
- Concernant le remembrement sur Hvos, ASF a pris en charge le financement à 100% des frais ainsi que la refecton d'une grande partie du réseau d'irrigation du syndicat, car cette brettelette passait à près de 90% sur le territoire de la commune d'Hvos. Les points négatifs suite au remembrement de 2008 : certaines mesures compensatoires mentionnées dans le de ce remembrement n'ont pas été réalisées dans des communes concernées (exemples : replantations de haies). De toute façon les mesures compensatoires ne compensent pas ce qui excité avant le remembrement. - Malgré l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2010, les haies et les arbres avec leurs premiers ont commencé à disparaître dans cette plaine déjà affectée par le remembrement.

Il y a environ cinq ans, le rachat du GATC des Sapinières par EURI Beltran, a conduit à une catastrophe écologique que je qualifie de crime contre l'environnement ». L'année 2013 a vu disparaître des dizaines d'arbres centenaires et tricotennaires ainsi que leurs premiers. L'auteur des faits doit être condamné à payer une forte amende et verser ce qu'il a obtenu pour les générations futures. J'espère que la justice sera à la hauteur du préjudice subi par la commune d'Hvos.

Dans le Comminges l'agriculture de demain doit tenir compte du changement climatique et prendre les mesures indispensables pour limiter l'impact des catastrophes naturelles.

Claude Puigdellos



12/3 janvier 2020

Je suis tout à fait d'accord avec le projet de modification du PLU proposé par la Commune.
Par contre et au vu des explications fournies par courriel en date du 09 janvier 2020, je doute que le tracé de l'emplacement risqué n°17 soit modifié comme le montre le schéma joint au courriel.

François CASASIS 

Ouverture permanente le jeudi 23 janvier à 14h.
par le commissaire enquêteur.

Je vous salue d'accord avec le projet de modification du PCV proposé par la commune d'Hvos.

Nous souhaitons que la réglementation : avertissement et documents administratifs soient respectés pour préserver l'environnement et la spécificité paysanne de notre commune. Elle devrait être regardée avec les haies et les arbres, les pierres, structures fondamentales pour la préservation de la faune locale.

Ap / Mireille MARCIS

PS les aménagements précédents ont déjà fait usage de dijots (construction de haies et enrobage d'arbres, destruction des pierres...) et erosion des sols...

Pour M^{me} LAFFORGUE -

En ce qui concerne la zone végétale à préserver sur la parcelle 2443, je suis étonné de voir qu'un talus et restes de ^{haies paysannes} ~~separées~~ entre parcelles (avant remembrement) soient considérés au même titre que les "espaces boisés à créer" donc sans doute avec interdiction de l'abattre, de la détruire ?

redigé par le commissaire enquêteur 

Le projet N°2 du PLU de la commune d'Huos est dirigé en grande partie pour nuire à mes activités agricoles. Il est instruit à la suite des abattages d'arbres que j'ai réalisés sur mes parcelles pour améliorer mon travail au quotidien. Les reproches qui me sont fait sont incensés.

Pour l'heure rien ne prouve que l'abattage de ces arbres était illégal. Toute fois il est logique d'implanter des arbres dans nos campagnes mais il faut les planter de façon logique et cohérente.

Le 23/11/20 à Huos
Pierre BELTRAN

Je déclare la fermeture de l'enquête publique de la modification n°2 du PLU d'Huos en date du jeudi 23 janvier à 17h.

Caroline TAAU
Commissaire enquêteur.



Remis par la main
le 14/01/20

Monsieur Bernard PERIS
03, chemin de Devèze
31220 CAZERES

Cazères, le 09 Janvier 2020

Représentant les conjoints LASBATS à savoir :

Madame Maryse PERIS née LASBATS

Monsieur Albert LASBATS

Madame Jocelyne PRZYBYSZ Née LASBATS

Madame Caroline THAU
Commissaire enquêteur
Mairie d'HUOS
Rue du 14 Juillet
31210 HUOS

Objet : Projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme
Enquête publique

Madame le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Huos, je me suis rendu en mairie le mardi 07 Janvier 2020 après midi afin d'examiner les différentes modifications que souhaite apporter le Conseil Municipal au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

J'ai observé que le secteur de « Subervielle Nord » est toujours classé en zone AU0 mais est touché par trois emplacements réservés au lieu d'un seul auparavant. L'emplacement réservé numéro 17 qui permettra d'une part la desserte de cette zone AU0 et d'autre part le raccordement à la route départementale n°34 sur la commune de Gourdan Polignan attire tout particulièrement mon attention.

La raison pour laquelle nous nous intéressons plus spécialement à ce secteur est la suivante : Les conjoints LASBATS sont en effet propriétaires des parcelles cadastrées sous les numéros 20 et 1477 (nouveau numéro suite au découpage de la parcelle 21) de la section A. Ces dernières jouxtent quatre autres parcelles sur la commune de Gourdan Polignan. Cet ensemble constitue une unité foncière de 15 595 m².

Cette propriété dans sa globalité, doit faire très prochainement l'objet d'une décision d'achat par la Région Occitanie en vue de la création d'une réserve foncière et ce, pour une éventuelle extension du lycée polyvalent Paul MATHOU.

La partie de l'emplacement réservé n°17 qui est située entre les parcelles n° 20 et 1477 coupe en deux l'unité foncière susvisée. Ceci réduira considérablement les possibilités d'aménagement de cette zone par la Région Occitanie.

Sans remettre en question l'esprit d'aménagement de cette zone AU0, nous pensons qu'une légère modification du tracé envisagé de l'emplacement réservé n°17 pourrait permettre à la Région Occitanie de conserver la totalité de l'unité foncière qui sera acquise sans pour cela pénaliser la commune d'Huos. Effectivement, aussi bien la superficie de la zone AU0 que son principe d'aménagement ne subiront pas de modification.

Il suffit pour cela de déplacer la partie concernée de l'emplacement réservé n°17 entre les parcelles A20 et A19.

Par ailleurs, cette partie d'emplacement réservé pourrait être utilisée autant par la commune d'Huos que par la Région Occitanie pour desservir leurs zones d'aménagement respectives. Ceci aurait pour incidence de n'avoir qu'un accès unique sur la route départementale n°34 et contribuerait ainsi à l'amélioration de la sécurité routière.

En conclusion et au vu de ces explications nous souhaitons que le tracé de l'emplacement réservé n°17 soit modifié comme le montre le schéma joint.

Notre demande est bien entendu personnelle mais servira l'intérêt public. En effet, une extension du lycée devrait être incontestablement plus fonctionnelle sur un terrain unique que sur deux terrains séparés par une voirie. De plus, cette opération ne défavorisera en aucun cas la commune d'Huos..

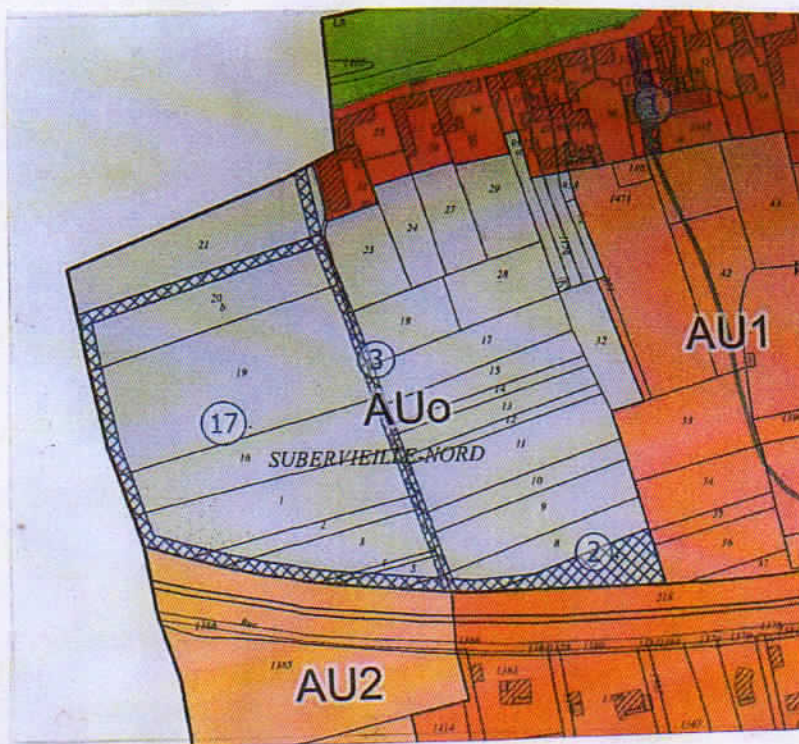
En souhaitant que notre demande soit prise en considération, nous vous prions d'agréer, Madame le Commissaire enquêteur, l'expression de nos sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'BP' with a stylized flourish extending to the right.

Bernard PERIS
Représentant les consorts LASBATS propriétaires

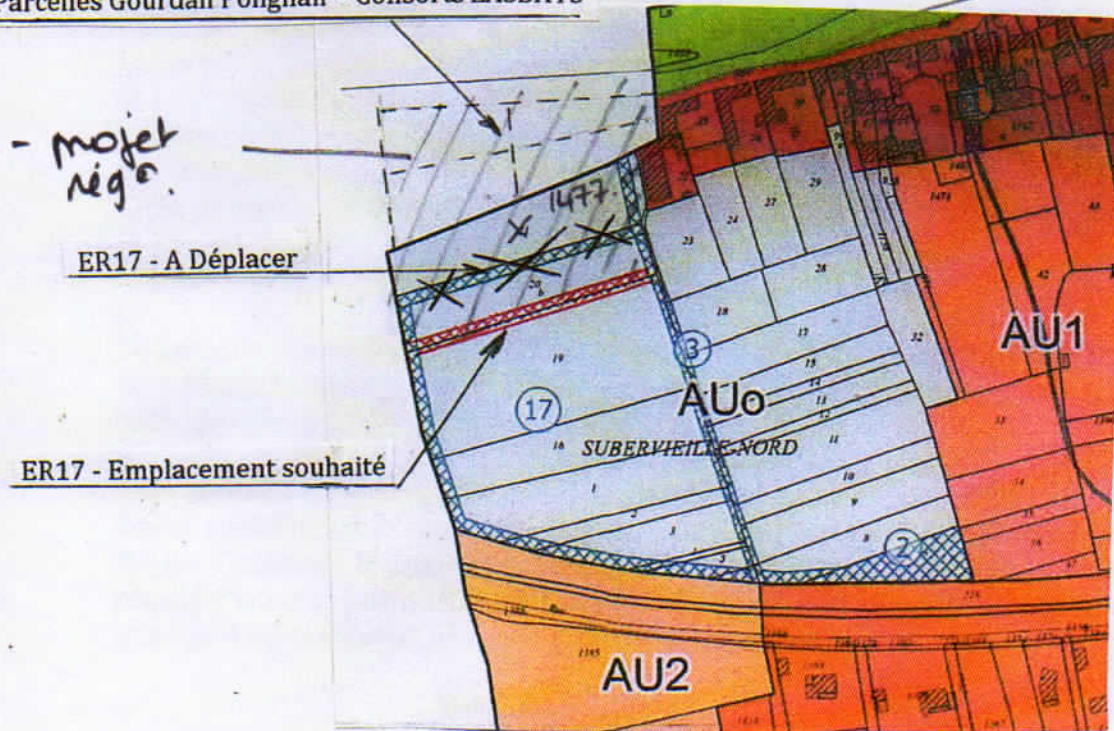
Pièces jointes : Projet de l'emplacement réservé n°17
Modification souhaitée de l'emplacement réservé n°17

PROJET EMPLACEMENT RESERVE N°17



MODIFICATION SOUHAITEE EMPLACEMENT RESERVE N°17

Parcelles Gourdan Polignan - Consorts LASBATS



dicalage / rappel hab.

Géomètre.
Nouveau bornage
21 → 1477.
↳ En cours de
de vente avec
20.

Vu avec M^r
Lasbats le
23/01/20.

remis le 20/01/20.
par M. BELTRAN.



Droit public
Droit de l'urbanisme
Droit de l'environnement
Droit de la commande publique
Droit de la fonction publique

Xavier LARROUY-CASTERA

Avocat au barreau de Toulouse

larrouy-castera@loyve-avocats.com

Spécialiste en droit public
et en droit de l'environnement

Qualifications droit de l'eau, des ICPE
et des énergies renouvelables

D.E.S.S. Urbanisme & Construction

Enseignant vacataire à l'Université
de Droit de Toulouse I Capitole

Pierre-Yves CADIOU

Avocat au barreau de Toulouse

cadiou@loyve-avocats.com

Docteur en Droit Public

Enseignant vacataire pour les écoles
d'ingénieurs de Purpan et de l'ENSAT

Avocats Associés

Caroline FACELINA-TABARD

Avocat au barreau de Toulouse

facelina-tabard@loyve-avocats.com

Master Droit de l'environnement
Master Contentieux public

Avocat

Membre du réseau
www.loyve-avocats.com

Loyve
AVOCATS

Casé Palais 166

14, rue Peyras
31000 Toulouse
Tél. : 05 62 27 74 27
Fax : 05 62 27 74 28

A.A.R.P.I. Larrouy-Castéra & Cadiou

Membres d'une association agréée,
le règlement des honoraires
par chèque est accepté

Madame Caroline THAU

Commissaire enquêteur

Mairie Huos

Hôtel de ville

Rue du 14 juillet

31210 HUOS

Toulouse, le 22 janvier 2020

Nos réf. : 2020239 - Monsieur Pierre BELTRAN.

Objet : enquête publique modification n°2 PLU commune de Huos.

Madame le Commissaire enquêteur,

J'ai l'honneur par la présente d'intervenir pour le compte de Monsieur Pierre BELTRAN dans le cadre de l'enquête publique préalable à l'approbation de la modification n°2 du PLU de la commune de Huos.

Monsieur BELTRAN est exploitant agricole sur plusieurs parcelles du territoire de la commune de Huos qui s'avèrent être directement impactées par le projet de PLU modifié et des servitudes qu'il est envisagé de mettre en place.

1. Si l'objectif de cette deuxième modification du PLU est d'intégrer la trame verte et bleue dans le règlement du PLU/ créer divers emplacements réservés/ modifier le règlement et le zonage pour prendre en compte ces changements, il apparaît qu'aucune étude environnementale particulière n'a été menée en préalable pour évaluer les secteurs retenus afin de bénéficier d'une telle protection.

Certes, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Occitanie (MRAe) a décidé de dispenser d'évaluation environnementale cette deuxième modification. Il n'en demeure pas moins que dès lors que l'objet de cette modification est d'assurer une préservation de l'environnement par la mise en place de servitudes et emplacements réservés, et à tout le moins, les auteurs du projet du PLU modifié aurait dû réaliser une analyse précise de ces espaces comme par exemple la qualité des boisements ou des haies devant bénéficier de cette protection.

Or, on ne dispose d'aucune véritable information sur la qualité des formations végétales qu'il conviendrait de protéger.

De même, on ne peut qu'être surpris de l'absence d'étude sur les continuités écologiques qu'il conviendrait de protéger, préserver ou créer.

La trame verte en effet doit avoir pour objet d'identifier, préserver et relier des espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques.

Aussi, il est parfaitement incompréhensible de voir que la plupart des parcelles exploitées par Monsieur BELTRAN sont affublées de trames en pointillés correspondant à ces espaces et ne présentant absolument aucun lien avec des espaces importants existants pour la préservation des espaces végétaux.

Cela apparaît particulièrement flagrant à propos des trames en pointillés aux lieux-dits « *Debat marge* » et « *Marge de Laurent* ». On peut donc sérieusement douter sur l'utilité de ces trames qui ne relient aucun espace végétal existant et qui apparaissent de la sorte entachées d'erreur manifeste d'appréciation.

2. Si on peut sérieusement douter de l'utilité de ces trames vertes isolées, en revanche, si celles-ci étaient approuvées en l'état, elles entraîneraient un impact réel sur les conditions d'exploitation de Monsieur BELTRAN avec une aggravation et des contraintes significatives.

Ainsi notamment, le maintien de ces servitudes et l'obligation faite de préserver ou créer ou entretenir des espaces arborés occasionneraient :

- Une gêne importante dans l'exploitation des terrains de part leur emplacement ;
- Une gêne pour l'irrigation à cause de la hauteur des arbres qui pourrait freiner le jet d'eau et rendrait impossible l'installation de pivots d'irrigation (étant précisé qu'un pivot permet d'économiser des quantités importantes d'eau, d'électricité et d'améliorer l'efficacité de l'eau par rapport à une irrigation par canon) ;
- Une gêne pour les différents travaux culturaux qui obligerait à faire bon nombre de manœuvres supplémentaires donc perte de temps et d'argent. Cela favoriserait aussi le tassement du sol dans ces zones de manœuvres, lesquelles zones deviendraient moins productives ;
- Une destructuration des parcelles vu les emplacements choisis.

Outre le coût et l'entretien conséquent que ces servitudes entraînent, cette modification du PLU reste aussi totalement taiseuse sur la façon dont ces servitudes pourront donner lieu à indemnisation et, si ces servitudes doivent être mises en place, à qui en incombera la responsabilité notamment de la création et/ou de l'entretien ?

3. Pour les raisons exposées ci-dessus, Monsieur BELTRAN s'oppose formellement au maintien de ces trames en pointillés sur la grande parcelle « *Debat Marge* » qui, on l'a dit, ne sont d'aucune utilité en ce qui concerne la continuité écologique (cf. plan n°1).

Pour ce qui est de la trame en pointillés au niveau de l'emplacement réservé n°21 au lieu-dit « *Marge de Laurent* », Monsieur BELTRAN en propose le déplacement sur la parcelle ZB 14 dont il est propriétaire, dès lors que cela ne gênerait plus son exploitation du terrain, les arbres se trouvant alors dans le sens de son exploitation, outre le fait que cela rendrait l'irrigation possible, ce qui n'est plus le cas si la trame figurant dans le projet de PLU était maintenue (cf. plan n°2). Il en va de même de l'emplacement réservé n° 24 qui comporte en plus une trame en pointillés dont on ne comprend pas la raison en l'absence de zone boisée à proximité, Monsieur BELTRAN étant propriétaire des parcelles de part et d'autre de cette zone. Cet emplacement réservé n'a aucune raison d'être et il est demandé sa suppression. Il est néanmoins proposé un déplacement de la trame en pointillés le long du chemin existant (cf. plan n° 3).

De même, au droit de l'emplacement réservé n°11 au lieu-dit « *Pièce du château* », Monsieur BELTRAN est propriétaire de la parcelle ZA 42 et fermier de la parcelle ZA 43. Une borne d'irrigation se trouve à l'angle du cimetière sur la ZA 42 et de la sorte la création d'un tel emplacement réservé est difficilement justifiable à cet endroit, ce d'autant que la commune possède déjà la parcelle cadastrée ZA 6 juste en face du cimetière existant.

Il est un principe juridique selon lequel, une collectivité ne peut venir grever de servitudes des propriétés privées comme un emplacement réservé qu'à la condition qu'elle ne justifie pas disposer de terrains lui appartenant et qui pourraient parfaitement remplir l'objectif pour lequel l'emplacement réservé a été mis en place.

Tel est le cas présent ce qui entache nécessairement d'irrégularité cet emplacement réservé.

Il est donc sollicité sa suppression, de même qu'il est demandé la suppression de la trame en pointillés sur la parcelle ZA 43 qui n'a pas de justification et dont il est proposé son déplacement pour ne pas préjudicier davantage l'exploitation de ce fonds (cf. plan n°4).

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente et sollicitant que vous vous prononciez favorablement aux requêtes de Monsieur BELTRAN,

Je vous prie de croire, Madame le Commissaire enquêteur, à l'expression des mes respectueuses salutations.


Xavier LARROUY-CASTERA

PJ. : plans.

X Suppression EBC

DEBAT MARGE



PLAN N°1

LARGE DE LAURENT

- passages d'irrigation
- × suppression EBC initial
- déplacement EBC
- superficie exploitée

SUSKENIRO

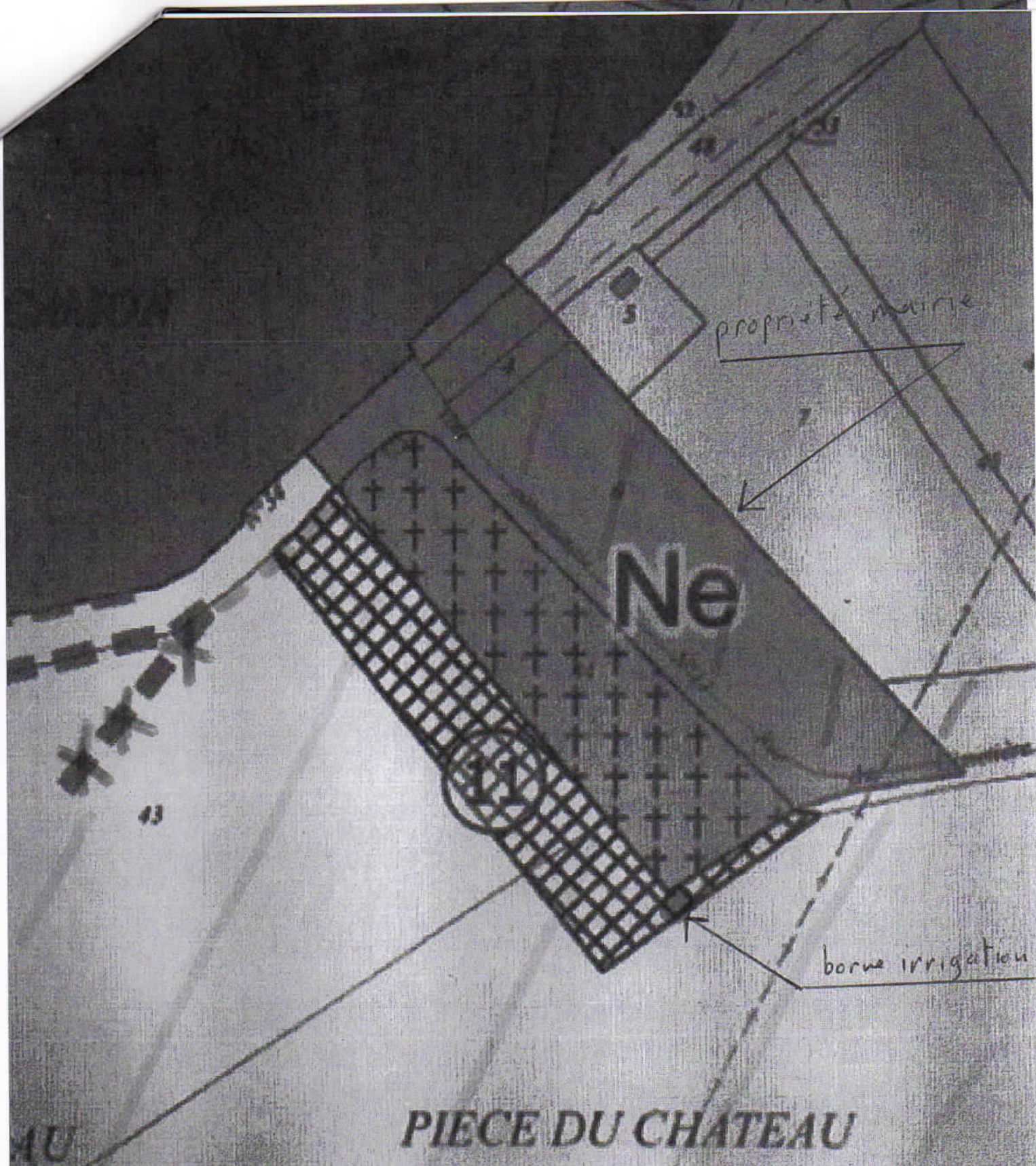
PLAN N°2

LE CARDOUA

DEBAT

- ✕ suppression EBC initial
- déplacement EBC
- surface exploitée

PLAN N°3



- X suppression Trame verte
- déplacement Trame verte
- surface exploitée
- propriété de la mairie

PLAN N°4

l'attention de M^{me} THAU
Commissaire enquêteur

Huon le 23.01.2020

remis en permanence
le 23/01/20.

Je suis pleinement d'accord avec cette modification du PLO.

D'ailleurs comment ne pas l'être ! Depuis l'arrivée d'un agriculteur il y a 4/5 ans, M^r Beltran pour ne pas le nommer, le paysage de notre plaine a pris une forme nouvelle et des odeurs nauséabondes...

Des cultures à perte de vue, sans relief, des épandages non maîtrisés, jamais de la mémoire des anciens ils n'avaient connu une plaine aussi délabrée. Les derniers arbres abattus ont laissé place à un vent quasi permanent.

Alors comment ne pas l'être quand une personne comme M^r Beltran pour ne pas le nommer se permet au nom de la Productivité de tout raser sur son passage sans respect pour la loi, la nature, et les personnes

Devant tant d'acharnements et de minuties dans la découpe pensez vous que nous allons rester sans rien faire, à pleurer nos arbres tombés sous les coups mortels ?

Dans ce registre où la nature a son mot à dire,

Je sais ce qu'elle nous écrirait...

Elle nous disait que le temps de la reconquête est venue avec ce projet de modification.

Il est grand temps de s'orienter vers une politique de préservation et de création de zones tampons.

La diversité doit prévaloir sur l'intérêt personnel afin de lutter contre le réchauffement climatique, l'érosion des terres, la biodiversité.

Georges SERRANO

chevalier de l'Ordre National du Mérite



Maryse SABOULARD-PENG
8, rue Massenet
91600 SAVIGNY sur ORGE
06.85.55.64.99
guitoun9131@gmail.com

Madame la Commissaire enquêteur
Monsieur le Maire
Mairie d'Huos
Rue du 14 juillet
31210 HUOS

Savigny sur Orge, le 21/01/2020

Objet : Projet de modification N°2 du PLU
Famille Saboulard-Peng-Laguens

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-après mes remarques sur le projet de modification N°2 du PLU de la commune d'Huos.

Il me paraît important que le conseil municipal veille à intégrer des trames verte et bleue dans la plaine d'Huos pour entretenir le territoire des générations futures. Les modifications du PLU en vue de garantir ces acquis historiques sont essentiels et je les encourage.

Toutefois, la commune doit veiller à répartir équitablement entre ses administrés les efforts à fournir pour garantir et améliorer la biodiversité de nos campagnes. Il n'est pas souhaitable qu'un nombre réduit d'acteurs, propriétaires fonciers, supportent en 2020 les conséquences du remembrement non maîtrisé de 2008 et le fait que des éléments constitutifs de la trame verte et bleue (haies, pierriers, arbres isolés et boisements) aient disparus progressivement faute d'un suivi régulier depuis 10 ans ou de comportements individuels déraisonnés.

Il est fâcheux de constater que les mesures compensatoires prévues lors du remembrement visant à préserver une diversité écologique dans la plaine d'Huos n'ont pas été mises en œuvre. Et que, pire encore, des destructions volontaires d'éléments végétaux historiques continuent de se dérouler en toute impunité ; tout cela organisé avec comme seul objectif la rentabilité agricole sans aucun respect de la nature. Les photos du rapport sont explicites.

Il est important de réagir vite ! Pour compenser cette perte, les acteurs qui devaient mettre en place les mesures compensatoires sur leurs propres terres ou les destructeurs d'arbres et de haies historiques doivent être sanctionnés financièrement mais aussi obligés à réparer en reboisant ou replantant pour recréer là où ils étaient (où autre lieu compensatoire à établir sur les terres dont ils sont propriétaires) les zones végétalisées. La désignation d'espaces boisés classés à préserver pour des motifs d'ordre écologique sur des secteurs fortement fragilisés et pour compenser les pertes de végétation doit être intelligentes. Il est inacceptable de déplacer sur des terres d'autres propriétaires, n'ayant pas dégradés les ressources végétales, des espaces préservés pour compenser des destructions illicites de certains.

Pour ce qui est du texte modificatif en bleu du point 2.3.2 Modification du règlement, il me paraît important de préciser les modalités financières du maintien des formations végétales et encore plus du déplacement ou du remplacement de formations dont la suppression aurait été autorisée. Le propriétaire de ces parcelles ne peut en aucun cas être le seul à supporter la charge financière du maintien d'une surface végétale dont les lieux et modalités de compensation seraient à définir. La perte de valeur de ses terrains liée au coût de reboisement doit être équitablement répartie et compensée par la commune sauf dans les cas d'actions illicites.

Je constate que plusieurs terrains de la famille Laguens-Saboulard-Peng sont ciblés par la modification de PLU.

10	Extension de la déchetterie	SIVOM du Haut-Comminges	3 250 m ²
13	Extension de la zone d'équipements sportifs	Commune	2 220 m ²
22	Entretien et aménagement du boisement	Commune	8 500 m ²

15% des espaces additionnels réservés proposés appartiennent à ma famille. Bien que favorable à des mesures de préservation écologique et volontaire pour y contribuer, cette proportion me paraît anormalement élevée sur la base de la surface totale de la commune et du nombre de propriétaires fonciers. Le caractère arborée et non actuellement exploité sur le plan agricole des parcelles ciblées ne doit pas être un critère de sélection prioritaire des zones réservées par la commune.

Cas 22 :

La parcelle est arborée, en cours de reboisement naturel faute d'être cultivée pour des raisons de changement générationnel et dans l'attente de ma retraite pour en assurer une exploitation. Je trouverais particulièrement injuste de m'interdire dans le futur d'en refaire un usage agricole raisonné sous prétexte de compensation de pertes de végétation ailleurs. Il va par contre de soi que le maintien de haies environnantes ou d'arbres en bordure de parcelle sont de bonnes pratiques durables auxquelles je souscris.

Cas 13 :

La parcelle est isolée et arborée en cours de reboisement naturel. Elle constitue en l'état un refuge de biodiversité proche des zones urbanisées. L'extension de la zone sportive ne paraît pas une priorité au vu de l'état et de l'usage actuel des installations existantes.

Cas 10 :

La parcelle est en bordure de forêt arborée en cours de reboisement naturel dans l'attente de ma retraite pour en assurer une exploitation forestière. L'extension de la déchetterie peut être aussi envisagée sur des terres agricoles attenantes et pas forcément sur les terres arrières boisées.

Espérant que ma contribution sera prise en compte et permettra d'implémenter le PLU modificatif en cours de rédaction. Je reste à votre entière disposition pour échanger et vous prie de croire Madame la Commissaire enquêteur et Monsieur le Maire d'Huos, à l'expression de mes salutations distinguées.

Maryse SABOULARD-PENG

Bernard SARRAT
15 rue de Debat.
31210 Huos

Huos 23/01/2020.

(ancien propriétaire
de l'exploitation de P. Beltran

Madame la Commissaire.

Ce PLU stigmatise essentiellement
un agriculteur de la commune d'Huos,
A SAVOIR. Pierre BELTRAN.

A voir, les différentes résolutions parcelaires
concernées, par le Projet de PLU, énoncées
par moi-même sur le cahier de doléances.

L'exploit d'intégrité parcelaire de l'exploitant
de P. Beltran est menacée; par l'amputation
ciblée de parcelles exploitées en FERTAGE
par P. Beltran.

Par conséquent, il est urgent et nécessaire,
Pour Monsieur le Maire.

et P. BELTRAN

- ① - de Devoir se Poser, pour apaiser
ce conflit
- ② - de Trouver une issue décevable
et repartir vers des comportements
plus constructifs

B. SARRAT



Remis le 23/01/20.

Le 19 Janvier 2020

Monsieur COURTEGES Laurent
5 Rue des Sallières
10 AUSSON

À Madame le Commissaire enquêteur
THAU Caroline,

Par cette présente lettre, j'apporte mon approbation au projet de modification n°2 du plan
al d'urbanisme sur la commune d'HUOS présenté par le conseil municipal.

Veuillez agréer Madame le commissaire enquêteur mes salutations les meilleures.

LAURENT COURTEGES
Fait à AUSSON



M^r. Lartigue Benoit.
agriculteur retraité à Hoos.

- Je trouve anormal que la mairie veut faire une réserve écologique sur une parcelle de Simone Beltran jeune agriculteur pour diviser une parcelle de 8 ha
- Je constate que des arbres centenaires ont été coupés il y a 3 ans dans la propriété de M^r Bordice et qu'il n'y a pas eu de sanctions.



Le nouveau PLU me paraît judicieux, nécessaire et incontournable, peut-être même insuffisant.

Pour compenser l'irresponsabilité de certains financiers agricoles, les rencontres internationales avaient débouché en 2007 lors du Grenelle de l'environnement, sur les fameuses Trames vertes et bleues (TVB) comme zones écologiques linéaires ou discontinues destinées à maintenir quelques réservoirs de biodiversité pour les noyaux de populations animales ayant résisté aux multiples agressions humaines (voies de communication, lotissements, zones artisanales et industrielles, remembrements et autres pratiques agricoles non raisonnées etc...)

La récente et scandaleuse destruction du corridor écologique de la combe d'Huos par des agriculteurs désinvoltes, viole carrément les décrets relatifs à la TVB.

Je salue donc l'initiative de Monsieur le Maire d'Huos qui tente de rééquilibrer la perte définitive des grandes herbes de châtaigniers centenaires et ne peux que l'encourager.

Je lui signale également (peut-être est-il déjà informé) que les petites propriétés adjacentes (Fontan et Encaus,

risquent fort d'être absorbées...

Les derniers îlots de végétation participant au couloir écologique, s'ils ne sont pas englobés par le dernier PLE risquent fort de subir le même sort.

Rêvons un peu et essayons tous, avec l'aide de nos agriculteurs et en pensant à nos enfants, de trouver les ultimes solutions avant l'effondrement inéluctable des espèces: pourquoi ne pas re-planter et créer un chemin parallèle au corridor écologique; il permettrait aux promeneurs de le longer de la chaufferaie jusqu'au Super U.

Efforçons-nous de "soutenir ce qui nous soutient." (Edward Abbey).

Jean - Paul LARDOS



ANNEXE 02

AVIS PRESSE

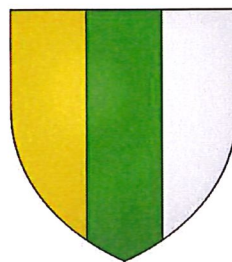
ANNEXE 03

REPERAGE AFFICHAGE



ANNEXE 04

REPONSE PROCES VERBAL DE SYNTHESE



Commune de HUOS

Plan Local d'Urbanisme

Modification n°2

Réponses au procès-verbal de
synthèse de l'enquête publique

atelier urbain
URBANISME | PAYSAGE | ARCHITECTURE



atelier urbain SEGUI & COLOMB

23 impasse des Bons Amis | 31200 TOULOUSE | 05 61 11 88 57 | contact@atelierurbain.net

1	PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DE L'ENQUETE PUBLIQUE	1
2	REPONSES DE LA MAIRIE AU PROCES-VERBAL	3
2.1	SUITES A DONNER ENVISAGEES AUX REQUETES INDIVIDUELLES INSCRITES SUR LE REGISTRE D'ENQUETE PUBLIQUE OU ADRESSEES PAR COURRIER	3
2.2	SUITES A DONNER ENVISAGEES AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ...	9
2.3	REPONSES AUX QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETRICE.....	13
2.4	ILLUSTRATIONS ET EXTRAITS DES SUITES A DONNER ENVISAGEES	14

1 Procès-verbal de synthèse de l'enquête publique

Caroline THAU

Commissaire enquêteur à

Monsieur le Maire de HUOS

Toulouse, le 30 JANVIER 2020

Conformément à l'article R 123-18 du code de l'environnement, je vous remercie de m'adresser sous quinzaine une note dans laquelle vous m'indiquerez quelles suites vous entendez donner :

- Aux requêtes individuelles inscrites sur le registre d'enquête publique de :
 - a. Mr Sarrat en date du 14/01/2020
 - b. Mr Beltran en date du 14/01/2020
 - c. Mr Courteges Michel en date du 14/01/2020
 - d. Mme Courtèges en date du 16/01/2020
 - e. Mr Duprat en date du 21/01/2020
 - f. Mr Lasbats en date du 23/01/2020
 - g. Mme Lafforgue en date du 23/01/2020
 - h. Mr Beltran en date du 23/01/2020
 - i. Mr Lardos en date du 23/01/2020
 - j. Mr Lartigue en date du 23/01/2020
- Aux courriers adressés au commissaire enquêteur :
 - a. Mr Peris remis le 14/01/2020
 - b. Mr Beltran remis le 20/01/2020
 - c. Famille Saboulard-Peng-Laguens remis le 23/01/2020
- Aux avis donnés sur le projet de modification du PLU par l'ensemble personnes publiques associées et plus particulièrement la chambre d'agriculture, PETR, ONF, DDT et l'INAO

Je souhaiterais avoir également votre avis sur les questions suivantes :

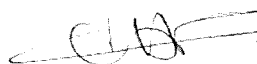
- La commune a prévu un grand nombre d'emplacements réservés, est-ce que financièrement elle est en capacité de les acquérir tous ?

Comment allez vous communiquer auprès des propriétaires dont beaucoup sont inquiets de ce classement en emplacements réservés ?

- Pourquoi les préservations prévues lors du remembrement n'ont pas été mises en oeuvre ou respectées vu que ce problème est au coeur de cette modification ? Comment allez vous participer à l'entretien de tous ces espaces boisés identifiés par de emplacements réservés, des espaces boisés classés ou autre ?

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées,

Caroline THAU



2 Réponses de la mairie au procès-verbal

2.1 Suites à donner envisagées aux requêtes individuelles inscrites sur le registre d'enquête publique ou adressées par courrier

M. BELTRAN Pierre – 14/01/2020 – 20/01/2020 – 23/01/2020

Une réponse globale est apportée aux trois requêtes formulées par M. Beltran. Elle reprend le plan du courrier rédigé par son avocat.

1. Etudes environnementales

La modification du PLU est basée sur l'étude d'impact du remembrement, qui a étudié très finement l'ensemble de l'occupation du sol sur la quasi-totalité de la commune (hors secteur urbanisé nord-ouest). Un rapport détaillé, assorti d'une carte de l'état initial et d'une carte des mesures compensatoires composent ce dossier, qui recense tous les éléments justificatifs à l'intégration de la trame verte et bleue dans le PLU. La notice explicative de la modification du PLU sera d'ailleurs complétée par des extraits de cette étude, afin d'appuyer sa justification.

La qualité des formations végétales est précisément recensée dans cette étude, qui les classe en quatre catégories : haies arborées (classe 1), haies arbustives (classe 2), haies basses (classe 3) et alignements (classe 4) et qui précise que les haies de classe 1 et 2 sont à conserver exhaustivement. L'étude souligne leur importance sur ce secteur de la plaine d'Huos, étant donné leur rareté dans la plaine du Bazert et met en avant leur rôle dans le déplacement de la grande faune (cervidés et sangliers notamment), des collines boisées vers la plaine et la Garonne.

Les photographies présentées dans la notice attestent également de la qualité des formations végétales, tant d'un point de vue écologique que paysager.

Les rapports d'huissier établis lors des abattages commis par M. Beltran font état de spécimens plus que centenaires, d'un diamètre dépassant 3 mètres.

En ce qui concerne les continuités écologiques, l'étude d'impact met en avant le rôle des haies arborées dans le déplacement de la grande faune, des bois de Gourdan vers les champs du Bazert et la Garonne. Un corridor à renforcer est identifié précisément sur le secteur de « Debat Marge » permettant de relier les boisements des collines à la plaine agricole, en passant par de nombreux petits bosquets, d'ailleurs classés en éléments paysagers à préserver.

Il est important de préciser que la trame verte n'a pas pour seul objectif de préserver des corridors écologiques mais aussi les éléments de nature ordinaire. La protection de ces éléments est d'ailleurs inscrite dans le PADD du SCoT Pays Comminges Pyrénées, avec l'objectif de « conforter les espaces de nature ordinaire » et fait l'objet de plusieurs prescriptions dans le DOO, dont notamment la C09 et la C10 qui indiquent que « les documents d'urbanisme identifient les espaces de nature ordinaire et leur attribuent une protection réglementaire adaptée » et que « les documents d'urbanisme préservent les atouts du patrimoine et des paysages en identifiant les éléments paysagers emblématiques et constitutifs de l'identité du territoire, et en instaurant des mesures de protection et de valorisation adaptées ».

2. Impacts sur l'exploitation

Il n'est soulevé ici que des questions économiques liées à la pratique d'une agriculture intensive. Devant le contexte actuel de perte de biodiversité et de réchauffement climatique, tant à l'échelle locale que mondiale, il convient aujourd'hui de se soucier davantage des conséquences sur l'environnement de telles pratiques agricoles. Le SCoT souligne d'ailleurs cette situation : « la modification des pratiques culturales est un facteur important de la perte de biodiversité, notamment lorsque ces pratiques s'intensifient et uniformisent les milieux agricoles », à laquelle il entend porter une attention particulière.

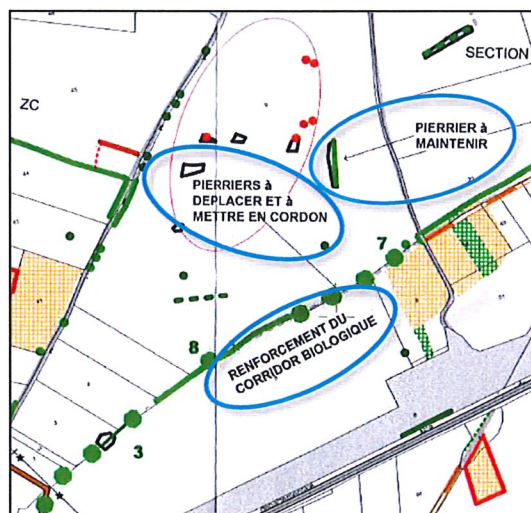
Nombreux sont les agriculteurs, engagés dans des démarches de conversion à une agriculture plus respectueuse de son environnement, qui soulignent l'utilité des haies (habitats pour des auxiliaires à l'agriculture, apport de matière organique, régulation climatique par la création d'ombre et d'effet brise vent, prévention dans l'érosion des sols, etc.) et dénoncent les arrachages, qui ne se justifient que pour des questions de simplification des tâches et de gain en termes de productivité. Face à ce constat, des aides départementales sont également allouées aux exploitants pour la replantation des haies et la PAC conditionne certaines aides directes au respect d'un minimum de surfaces dites d'intérêts écologiques, ce qui témoigne d'une volonté commune de préserver les derniers habitats et corridors nécessaires à une faune diversifiée.

La commune affirme son adhésion à cette volonté de préservation, et souligne que les emplacements réservés mis en place donneront lieu à une indemnisation financière lors de leur acquisition.

3. Réponses aux requêtes

Secteur « Debat Marge » : les EBC à créer seront maintenus car il s'agit expressément d'un pierrier identifié officiellement au titre des mesures compensatoires comme pierrier à maintenir et corridor écologique à renforcer (cf. extrait de plan).

Comme souligné dans l'étude d'impact du remembrement, les haies aux environs du carrefour de Bazert ont une fonction essentielle dans les déplacements des grands mammifères entre les collines boisées alentour, la plaine et la Garonne. Il s'agit d'une continuité écologique majeure, ponctuée de petits boisements et bosquets, que les haies permettent de relier entre eux. Cette étude indique précisément que les pierriers détruits sur ce secteur seront déplacés pour être mis en cordon en bordure sud de l'îlot de culture dans lequel ils sont situés car il s'agit d'une haie existante qui constitue un bon corridor biologique.



Extrait de la cartographie des mesures compensatoires sur le secteur de « Debat Marge »

Afin de souligner ce corridor, la commune entend répondre favorablement à la requête de M. Lardos et instaurer un emplacement réservé tout le long de la parcelle n°93 pour réaliser un cheminement doux le long des plantations qui devront être rétablies.

Emplacement réservé n°21 : la commune répond favorablement à cette demande. L'EBC à créer sera déplacé au niveau de la parcelle n°14. L'ER n°21 sera réduit à la parcelle n°17 (châtaigneraie), à la parcelle n°14 et à une petite partie de la parcelle n°12, permettant

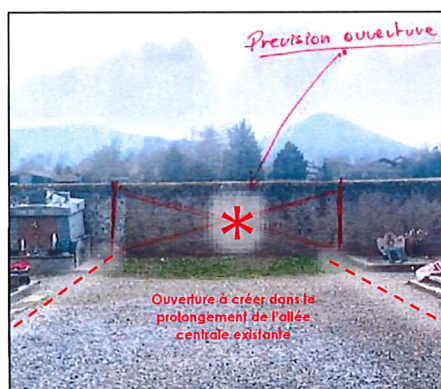
de maintenir une continuité entre le petit bosquet classé en élément paysager et la châtaigneraie.

Emplacement réservé n°24 : l'ER n°24 sera réduit à une largeur de 12 mètres pour permettre la replantation de la haie et la création d'un cheminement doux. Mais l'EBC à créer sera maintenu car il s'agissait d'une haie arborée (classe 1) de grande qualité, à maintenir, participant au déplacement de la grande faune dans la plaine de la Garonne et qu'il convient donc de planter.

Emplacement réservé n°11 : il sera ajusté au droit du mur du cimetière actuel. L'accès prévu depuis la route du cimetière sera enlevé, garantissant ainsi le maintien de la borne d'irrigation.

En effet, suite aux travaux réalisés par le Groupe ELABOR (cimetière de France) en 2018 et 2019, une grande concession a pu être récupérée par la commune côté ouest (village) ce qui rend possible la création d'une ouverture de plus de 5 mètres pour accéder à l'extension du cimetière. Cette option a été retenue pour des raisons de logique fonctionnelle et financière : l'extension de l'autre côté de la route imposait en effet de déplacer la route existante pour la recréer à l'est du cimetière et nécessitait de réaliser un linéaire de mur de clôture beaucoup plus important.

La parcelle communale, classée en zone Ne, servira en partie à la création d'un parking pour le cimetière, accompagné d'une plantation de quelques arbres. A partir du chemin existant, une bande d'environ 15m de large sera suffisante pour réaliser cette opération, et le reste de la zone Ne sera à terme restituée à l'agriculture. Dans l'attente de cette révision du zonage, le règlement sera complété pour interdire toute construction dans la partie de zone Ne située au-delà de cette bande de 15 m.



Photographies de l'ouverture prévue pour accès à l'extension du cimetière et de la bande de parking envisagée sur la parcelle classée Ne de l'autre côté de la route

Haie sur la parcelle n°43 : la haie sera maintenue en élément paysager à préserver car elle est identifiée comme une haie de classe 1 (haie arborée) sur la carte des mesures compensatoires et, conformément à l'arrêté préfectoral de 2010, doit être préservée.

4. Autres points soulevés sur le registre d'enquête publique

Emplacements réservés n°2 et n°3 : ces emplacements réservés existent déjà dans le PLU actuel. A noter que l'ER n°3 pourrait à terme être modifié en partie, étant donné le projet d'acquisition de parcelles par la région Occitanie sur ce secteur, en vue de l'agrandissement du lycée technique.

Emplacement réservé n°17 : il a été défini afin d'anticiper une desserte de la zone AU0. Son urbanisation, à long terme, est soumise à une modification du PLU. Dans l'attente, les terres gardent leur vocation agricole.

Espaces boisés à créer : ceux-ci ont été définis en lieu et place de haies abattues récemment et qui font l'objet de procédures en cours (PV du 18 mars 2019 et du 25 novembre 2019). Ces haies figuraient comme à conserver ou à renforcer dans les mesures compensatoires du remembrement.

M. SARRAT Bernard – 14/01/2020

Emplacement réservé n°11 : son périmètre sera ajusté (cf. la réponse à M. Beltran).

Emplacement réservé n°13 : la commune ne comprend pas le sens de cette remarque. Il s'agit d'une parcelle privée pour le moment, sur laquelle la commune n'a pas coupé d'arbres mais a passé le broyeur en bordure des parcelles d'habitations. Après acquisition, la commune souhaite conserver les formations végétales en place et les entretenir.

Emplacement réservé n°21 : il sera réduit et ajusté pour permettre de restaurer une continuité écologique sur ce secteur impacté par des abattages et répondre à l'une des requêtes de M. Beltran.

Emplacement réservé n° 24 : il sera réduit en largeur afin de permettre la replantation d'une haie arborée et la création d'un cheminement piétonnier.

M. COURTEGES Michel – 14/01/2020

Il a dû se tromper au niveau des numéros des parcelles car la parcelle de M. Courcelle possède le n°42 et se trouve au lieu-dit « Le Cardoua » et les parcelles n°29 et n°34 se situent au lieu-dit « Le Sus Seriro » et appartiennent à M. Fontan, décédé.

Par ailleurs, cette observation n'appelle pas de suite à donner.

Mme COURTEGES Marie-Madeleine – 16/01/2020

Les parcelles de M. Fontan correspondent aux n°29 et n°34 « Le Sus Seriro », celle de M. Courcelle au n°42 « Le Cardoua » et celles de M. Encausse au n°94 « Debat Marge » et au n° 56 « Le Cardoua ». Les haies et pierriers présents sur ces parcelles ont été pris en compte et inscrits en éléments paysagers à préserver.

Cette observation n'appelle donc pas de suite à donner.

M. DUPRAT Florent – 21/01/2020

L'EBC à créer, d'une longueur de 320 mètres, sera déplacé en bordure de voie sur une longueur équivalente, entendu que M. Duprat s'engage à la replantation.

M. LASBATS Francis – 23/01/2020

Une partie de l'emplacement réservé n°17 sera déplacé sur la parcelle n°20, en limite de la parcelle n°19, compte-tenu des éléments justificatifs fournis (voir la requête de M. Peris).

Mme LAFFORGUE – 23/01/2020

La haie sur pierrier concernée n'est pas inscrite en EBC à créer mais en élément paysager à préserver. Les contraintes qui s'y rapportent sont détaillées à l'article 13 de la zone A.

Cette haie est identifiée comme une haie de classe 1 (haie arborée) sur la carte des mesures compensatoires et, conformément à l'arrêté préfectoral de 2010, doit être préservée.

M. LARDOS Jean-Paul – 23/01/2020

La commune retient la proposition de M. Lardos de replanter et créer un chemin parallèle au corridor écologique identifié, identifié dans les mesures compensatoires du remembrement comme à renforcer.

Un emplacement réservé sera mis en place sur toute la longueur de la parcelle n°93, ce qui permettra d'afficher le renforcement du corridor écologique par replantation de la haie et création d'un cheminement doux, permettant de relier entre eux les différents petits bosquets, faisant également l'objet d'emplacements réservés. L'accès à la parcelle n°93 depuis la rue du Bazert (VC n°10) sera maintenu par une coupure au niveau de l'EBC à créer.

M. LARTIGUE Bernard – 23/01/2020

Les EBC à créer, les éléments paysagers à préserver et les emplacements réservés pour maintien des continuités écologiques correspondent à des formations végétales identifiées dans les mesures compensatoires du remembrement comme à préserver ou à renforcer, et ne concernent pas que les parcelles de M. Beltran.

La commune confirme que des arbres ont été coupés sur une parcelle de M. Bordères, mais ceci il y a 5 ans et non 3 ans. Un EBC à créer a d'ailleurs été instauré au lieu-dit « Sus Lespône » afin qu'une replantation soit effectuée sur le secteur.

La commune souligne également qu'il y a environ 3 ans, M. Beltran a lui aussi supprimé un pierrier de plus 50 mètres de longueur avec des arbres centenaires et qu'il avait mis le feu dans des pierriers sans autorisation. Aucune sanction n'avait alors eu lieu, simplement un rappel de la DDT lui indiquant qu'il n'avait pas le droit de faire cela sans accord.

M. PERIS – 14/01/2020

Une partie de l'emplacement réservé n°17 sera déplacée sur la parcelle n°20, en limite de la parcelle n°19, compte-tenu des éléments justificatifs fournis.

Famille SABOULARD – PENG – LAGUENS – 23/01/2020

Aucune réglementation concernant des modalités financières du maintien des formations végétales repérées en EBC à créer ou éléments paysagers à préserver ne peut être mise en place dans le cadre du PLU. En revanche, une indemnisation financière sera apportée par la commune lors de l'acquisition des emplacements réservés.

Emplacement réservé n°22 : seule la parcelle n°26 est propriété de la famille. Les propriétaires des deux autres parcelles (n°27 et n°28) n'ont pas été trouvés pendant le remembrement de 2008. Actuellement, le boisement de l'emplacement réservé n°22 n'est pas entretenu et fait souvent l'objet de dépôts sauvages de toutes sortes, que l'employé de la commune doit régulièrement enlever en bordure, pour éviter l'accumulation d'autres dépôts. En acquérant ce boisement, qui participe au maintien d'une grande continuité écologique, la commune pourrait l'entretenir et le valoriser.



Photographies du boisement de l'emplacement réservé n°22

Emplacement réservé n°13 : cette parcelle, malgré une servitude pour y accéder par le nord (chemin le long de la voie SNCF), est enclavée et a été oubliée, pendant le remembrement, d'être rajoutée à la parcelle communale n°35 attenante, et est comme cette dernière inscrite en zone Ne. Depuis plusieurs années, la commune et les propriétaires mitoyens en zone UB entretiennent une bande afin que les ronces n'envahissent pas leurs propriétés ; il est en effet difficile d'obliger le propriétaire à réaliser l'entretien. En acquérant cette parcelle, la commune deviendrait propriétaire de l'ensemble de la zone Ne et pourrait procéder à leur entretien régulier pour maintenir les formations végétales en place.



Photographies de la parcelle arborée de l'emplacement réservé n°13

Emplacement réservé n°10 : il a été mis en place sur un secteur déjà classé en zone Nd, destiné à la déchèterie, afin que le SIVOM puisse l'acquérir au besoin. Dans l'attente, une exploitation forestière pourra s'y exercer. L'extension de la déchèterie, encore à l'état de projet, pourra également à terme avoir besoin de terrains attenants et ne pas se limiter à l'emplacement réservé n°10.

2.2 Suites à donner envisagées aux avis des Personnes Publiques Associées

Avis de la préfecture – DDT

Remarques	Prise en compte
Toutefois les zones humides auraient pu faire l'objet d'un sous zonage Nzh et certains corridors écologiques d'un sous zonage A _{corridor écologique} OU N _{corridor écologique} .	La création d'un sous zonage n'aurait rien apporté de plus au niveau des dispositions réglementaires, qui sont associées aux EBC et aux éléments de paysage à préserver.

Avis de la chambre d'agriculture

Remarques	Prise en compte
Afin d'évaluer la cohérence du zonage proposé (EBC, éléments de paysage à préserver, emplacements réservés) le dossier doit être complété avec une analyse des éléments constitutifs de la trame verte et bleue existants sur l'ensemble du territoire communal et l'intégralité des mesures conservatoires proposées dans l'arrêté de clôture du remembrement (descriptif et cartographie).	<p>Les éléments inscrits en EBC ou en éléments de paysage à préserver sont issus de l'étude très précise qui a été menée dans le cadre du remembrement. Ils sont décrits et justifiés de façon précise dans la notice de présentation, à l'appui de cartes IGN, de photographies aériennes et de photographies de terrain.</p> <p>→ La cartographie des mesures compensatoires sera jointe en annexe de la notice de présentation.</p> <p>→ Des extraits de l'étude d'impact du remembrement seront ajoutés à la notice explicative pour apporter des éléments justificatifs à la préservation des formations végétales.</p> <p>→ Aucune analyse nouvelle ne sera réalisée.</p>
L'extension du cimetière (emplacement réservé n°11) représente une superficie de 3 270 m ² pris sur des surfaces de production agricole, soit approximativement la surface de l'actuel cimetière à l'intérieur duquel les vues aériennes (Google Earth), montrent des espaces encore disponibles. En conséquence la création de cet emplacement réservé dans la présente modification est insuffisamment justifiée et nous semble prématurée.	<p>Les espaces disponibles au sein de l'actuel cimetière correspondent principalement à des concessions funéraires déjà acquises et il convient donc de pouvoir l'agrandir pour pouvoir aux futures inhumations.</p> <p>→ L'emplacement réservé n°11 sera maintenu. Son périmètre sera toutefois ajusté pour tenir compte des requêtes émises lors de l'enquête publique.</p>
L'emplacement réservé n° 18 représente une bande de 10 m de large le long de la voie ferrée. Il est destiné à la réalisation de plantations végétales pour créer une continuité écologique. Il impacte une parcelle agricole sur une emprise de 1 600 m ² . Cet emplacement n'est pas justifié. Le maintien de l'espace agricole contribue à la trame verte et bleue.	<p>Sur le territoire de Huos, les haies centenaires sont abattues au profit de terres agricoles d'un seul tenant. Dans ce contexte, l'espace agricole est loin de contribuer à la trame verte et bleue... pour les élus et une majorité de la population, le renforcement de la trame végétale est devenu une urgence.</p> <p>→ L'emplacement réservé n°18 sera maintenu.</p>

<p>L'emplacement réservé n° 21, d'une emprise de près de 2 ha en zone agricole, est destiné à la création d'une zone boisée. Comme précédemment, cet emplacement qui supprime des espaces de production n'est pas justifié, l'espace agricole contribue à la trame verte et bleue.</p>	<p>La commune accepte de réduire l'emprise de l'emplacement réservé, mais maintient sa volonté de rétablir un réseau de haies sur ce secteur fragilisé, afin de favoriser les continuités écologiques entre les bosquets et les alignements existants.</p> <p>→ L'emplacement réservé n°21 sera maintenu mais réduit et ajusté à des largeurs nécessaires à la plantation de haies, ainsi que pour répondre à des requêtes formulées lors de l'enquête publique.</p>
<p>L'emplacement réservé n° 22 concerne un boisement existant faisant l'objet d'un espace boisé classé, l'aménagement d'une aire de pique-nique pourrait être incompatible avec le classement en EBC. Même observation pour l'emplacement n°23 qui fait l'objet d'un espace boisé classé.</p>	<p>Les emplacements réservés n°22 et n°23 concernent des boisements qui sont inscrits en éléments paysagers à préserver, et non pas en EBC.</p> <p>→ Aucune modification ne sera effectuée.</p>
<p>L'emplacement réservé n° 24, d'une emprise de 1,8 ha en zone agricole est trop important. Nous demandons que l'emprise de la haie existante uniquement soit classée en éléments de paysage à préserver (article L151-23 du code de l'urbanisme). La création d'un cheminement doux entre les deux voies à ce niveau n'est pas justifiée il existe un cheminement entre les deux voies à 250 m au Sud de la haie. Ce type d'infrastructure aurait pour effet de morceler le parcellaire agricole et de générer des conflits de voisinage avec l'espace agricole.</p>	<p>La commune souhaite que la haie, qui devait être maintenue mais qui a été détruite, soit replantée, afin d'assurer son rôle de corridor entre les deux chemins longeant cet espace agricole.</p> <p>→ La haie sera maintenue en EBC à créer.</p> <p>→ L'ER n°24 sera réduit à une largeur de 12m pour permettre la replantation de la haie et la création d'un cheminement doux.</p>
<p>Les emplacements réservés n° 2, 3, et 17 en zone AU0 doivent être supprimés. L'aménagement de cette zone AU0 dont les surfaces sont encore à usage agricole n'est pas justifié compte tenu du potentiel d'urbanisation existant en zone UA, UB et AU1. Cet espace de production agricole constitue notamment une coupure d'urbanisation entre les communes de Huos et de Gourdan-Polignan.</p>	<p>L'aménagement de la zone AU0 n'est pas un objet de la présente modification.</p> <p>L'ER n°17 a été créé afin d'anticiper la desserte de cette zone et se raccorder au chemin existant longeant le lycée sur la commune de Gourdan-Polignan, qui permet de rejoindre la RD34.</p> <p>→ Aucune modification ne sera effectuée, mis à part le déplacement d'une partie de l'ER n°17 pour répondre à une autre requête de l'enquête publique.</p>
<p>Les objectifs concernant l'intégration de la trame verte et bleue doivent être mieux justifiés, les emplacements réservés qui impactent les surfaces de production agricole doivent être supprimés.</p>	<p>L'intégration de la trame verte et bleue est amplement justifiée dans la notice explicative et s'appuie sur des études spécifiques environnementales menées dans le cadre du remembrement.</p> <p>→ Les emplacements réservés n°11, 21 et 24 seront ajustés mais pas supprimés.</p> <p>→ Des extraits de l'étude d'impact du remembrement seront ajoutés à la notice explicative pour apporter des éléments justificatifs à la préservation des formations végétales.</p>

Avis du Conseil Départemental

Remarques	Prise en compte
<p>Lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLU, il pourra être procédé à une mise à jour des emplacements réservés.</p> <p>En effet, il n'est pas souhaitable que la réservation n°6, qui porte sur une voie communale, reste au bénéfice du Département.</p>	<p>La modification ayant pour objet de mettre à jour la liste des emplacements réservés par la création ou modification de certains d'entre eux, cette observation pourra être prise en compte dans le cadre de la procédure en cours.</p>

Avis de l'ONF

Remarques	Prise en compte
<p>[...] Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.</p> <p>[...] En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent donc figurer en annexe des PLU « à titre informatif ». Ces forêts doivent figurer en zone N (« zone naturelle et forestière »).</p>	<p>Le périmètre des forêts publiques relevant du régime forestier sera porté en annexe du PLU et sera figuré à titre informatif sur le plan de zonage.</p> <p>Les forêts concernées sur la commune sont déjà classées en zone N.</p>
<p><i>Distance de construction par rapport à la forêt</i> : quand les pourtours de la forêt publique ne sont pas urbanisés, l'Office National des Forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à de 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure (notamment projet de lotissements adossé à la forêt).</p> <p><i>Accès à la forêt</i> : Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.</p>	<p>Les parcelles autour de la forêt publique situées sur la commune d'Huos sont également classées en zone N, à caractère inconstructible. Il n'y a pas donc lieu de définir des reculs aux constructions, sur un secteur non voué au développement urbain.</p> <p>La modification du PLU ne remet pas en cause les accès à la forêt.</p>

Avis de l'INAO

Remarques	Prise en compte
<p>Il est à noter que l'emplacement réservé 21 est créé pour la sauvegarde d'une châtaigneraie mais que celle-ci ne concerne qu'une partie nord de l'emplacement. La majorité de cette zone est agricole, exploitée en tournesol est maïs.</p> <p>Si les emplacements réservés créés ne semblent pas imposer de nouvelles contraintes pour l'agriculture, il convient de veiller au maintien des superficies ayant actuellement une vocation agricole.</p>	<p>L'emplacement réservé n°21 sera réduit pour permettre la plantation de haies.</p>

Avis de RTE

Remarques	Prise en compte
[...] C'est pourquoi nous vous demandons de reprendre la liste indiquée en début de la présente pour modifier les SUP I4 présente sur votre territoire. Nous vous demandons également de reprendre le nom et l'adresse du Groupe Maintenance Réseaux en qualité de service responsable de la servitude I4.	La liste des servitudes d'utilité publique sera mise à jour pour prendre en compte cette remarque.
[...] Ce livret peut être rajouté en annexe de votre PLU.	Le livret sera ajouté aux annexes du PLU.
[...] Nous attirons votre attention sur le fait que les travaux envisagés sur ces emplacements réservés devront tenir compte de la présence de ces ouvrages électriques. En effet, tous les travaux situés à proximité d'un ouvrage de transport électrique nécessitent des précautions particulières.	La commune tiendra compte de cette remarque lors de la réalisation de travaux au niveau des emplacements réservés.

Avis de la DGAC

Remarques	Prise en compte			
J'attire toutefois votre attention sur la servitude ci-dessous qui doit être mentionnée dans la liste des servitudes du PLU : Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7).	La liste des servitudes d'utilité publique sera mise à jour pour faire apparaître la servitude T7.			
[...] Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du Plan des Servitudes d'Utilité Publique comme suit :	Un plan des servitudes d'utilité publique sera réalisé, faisant apparaître la servitude T7 en légende.			
<table><tr><td>T7</td><td>Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières</td><td>Ensemble de la commune</td></tr></table>	T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	Ensemble de la commune	
T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	Ensemble de la commune		

2.3 Réponses aux questions de la commissaire enquêtrice

- ❖ La commune a prévu un grand nombre d'emplacements réservés, est-ce que financièrement elle est en capacité de les acquérir tous ?

Les suites à donner aux avis des Personnes Publiques Associées et aux requêtes individuelles émises lors de l'enquête publique font état d'une réduction sensible de certains emplacements réservés, réduisant l'impact financier pour la commune.

Les emplacements réservés mise en place traduisent la cohérence des intentions de la commune visant à préserver durablement les qualités naturelles de leur territoire pour les transmettre aux générations futures. Les acquisitions seront échelonnées dans le temps et la commune sera en mesure de procéder à toutes les acquisitions.

- ❖ Comment allez-vous communiquer auprès des propriétaires dont beaucoup sont inquiets de ce classement en emplacements réservés ?

Le registre d'enquête publique montre que peu de propriétaires, mis à part M. Beltran et ses proches, s'avèrent inquiets de la mise en place d'emplacements réservés. Par contre, beaucoup plus de personnes ont salué la réalisation de la modification du PLU, et exprimé le souhait de préserver la trame verte et bleue.

Par ailleurs, la réduction significative de plusieurs emplacements réservés répond à certaines requêtes de propriétaires et devraient être de nature à satisfaire leurs demandes.

Une concertation sera certainement mise en place avec la famille Laguens-Saboulard-Peng (avec qui la commune entretient des relations cordiales), afin de préciser la mise en place des emplacements réservés sur leurs parcelles.

- ❖ Pourquoi les préservations prévues lors du remembrement n'ont pas été mises en œuvre ou respectées vu que ce problème est au cœur de cette modification ?

La commune a procédé aux replantations prévues sur le domaine public au titre des mesures compensatoires. En revanche, les propriétaires privés n'ont pas suivi l'arrêté préfectoral de 2010 clôturant les opérations de remembrement, en particulier la conservation des haies existantes.

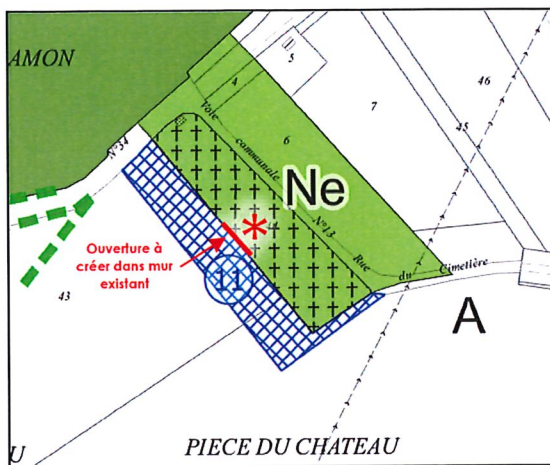
Le Maire, mais également le Directeur de la DDT et le Président de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de l'arrêté. Il aurait probablement fallu une plus grande vigilance et une présence affirmée sur le terrain de la part de services concernés dans le suivi des mesures compensatoires ; la mairie qui a prouvé son engagement, n'a pas le sentiment d'avoir bénéficié de tout le soutien qu'elle pouvait escompter.

- ❖ Comment allez-vous participer à l'entretien de tous ces espaces boisés identifiés par des emplacements réservés, des espaces boisés classés ou autre ?

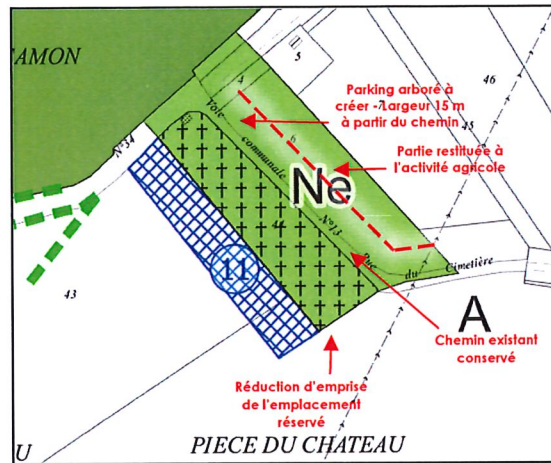
La commune dispose d'un personnel compétent et de tout le matériel nécessaire : tracteur 85CV, faucheuse neuve, broyeur, tondeuse à monter derrière le tracteur, tondeuse aéroportée, remorque débroussailluse, etc.

2.4 Illustrations et extraits des suites à donner envisagées

Emplacement réservé n°11

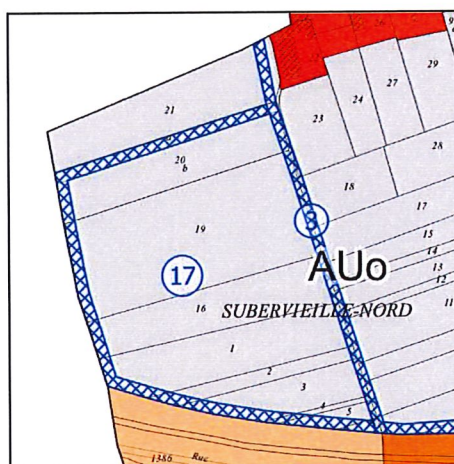


Avant enquête publique

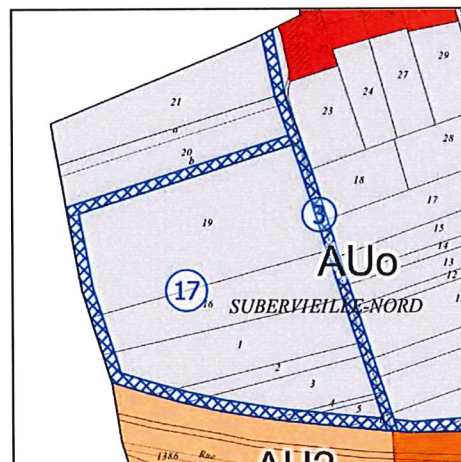


Après enquête publique

Emplacement réservé n°17

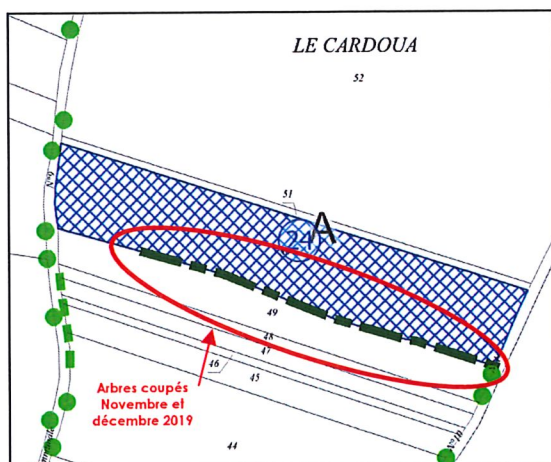


Avant enquête publique

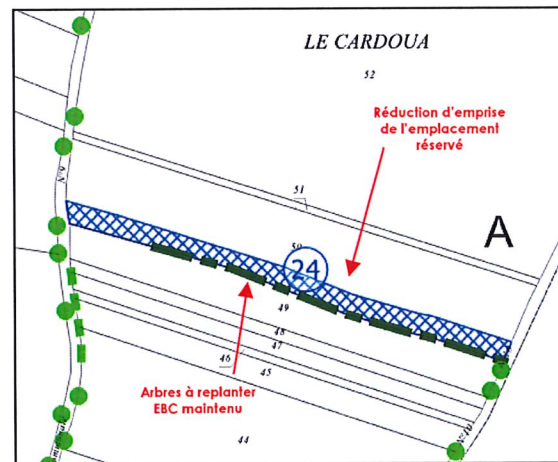


Après enquête publique

Emplacement réservé n°24

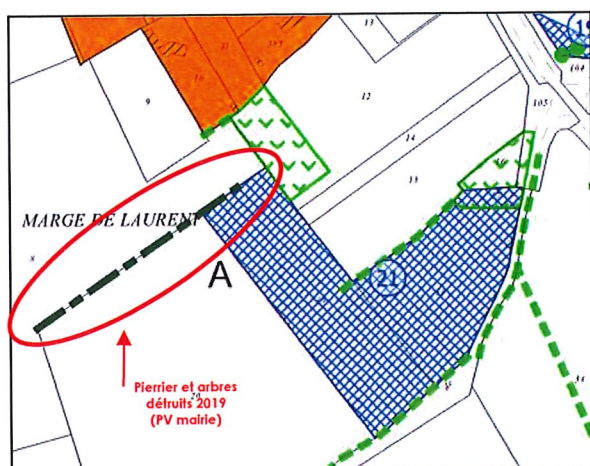


Avant enquête publique

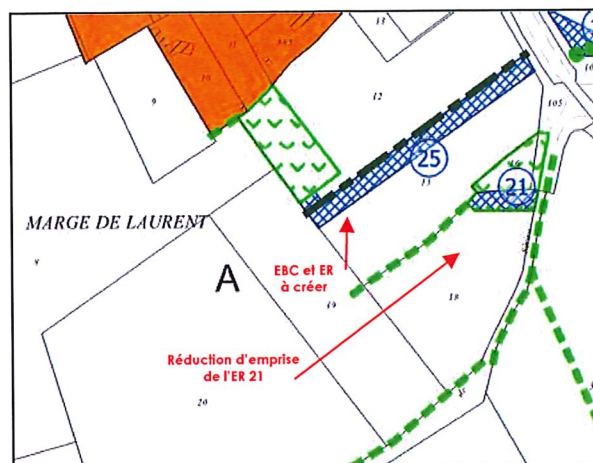


Après enquête publique

Emplacement réservé n°21 et EBC à créer

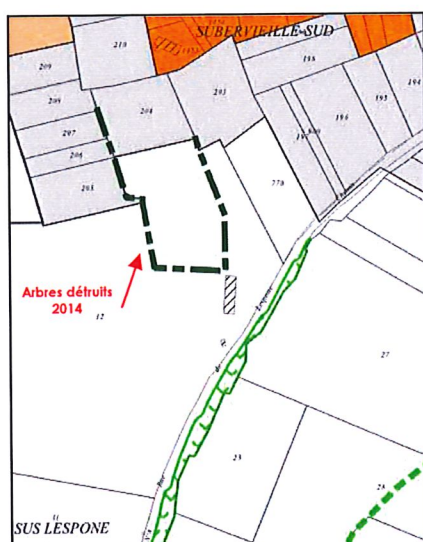


Avant enquête publique

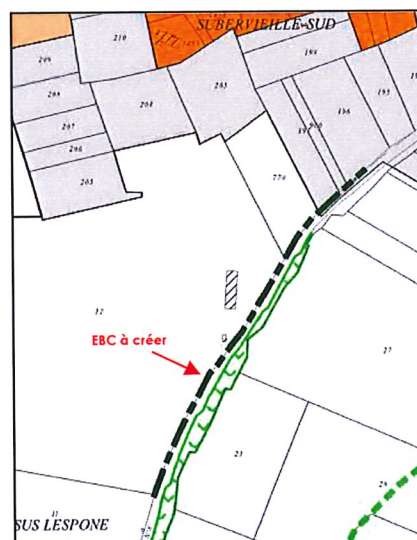


Après enquête publique

EBC à créer « Sus Lespone »

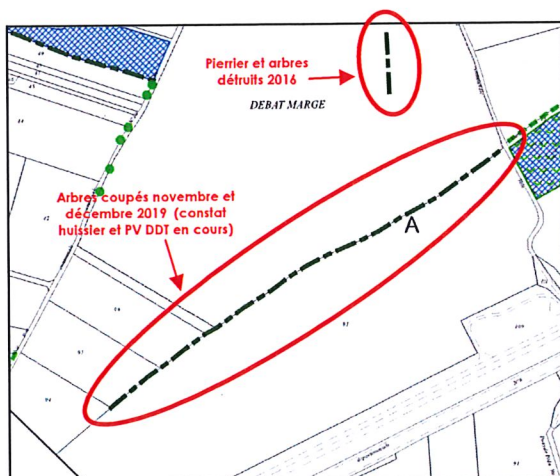


Avant enquête publique

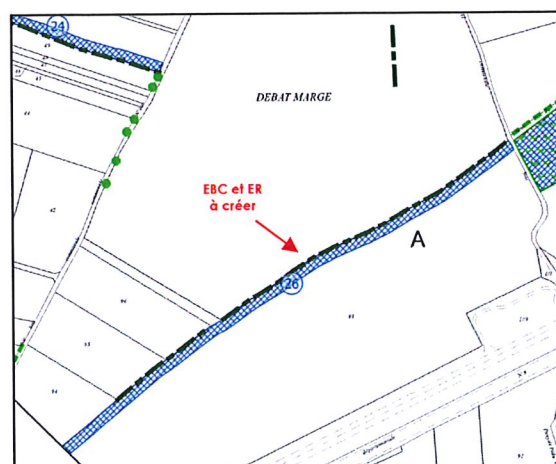


Après enquête publique

EBC à créer « Debat Marge » et emplacement réservé



Avant enquête publique



Après enquête publique

Éléments de l'étude d'impact de remembrement qui pourront alimenter les justifications de la notice explicative

En rouge figurent les éléments le plus significatifs.

Rôle des bosquets pour la faune : ils sont fondamentaux pour le maintien d'une richesse (toute relative) faunistique minimum dans le périmètre. Ils jouent un rôle capital dans les déplacements nocturnes ou saisonniers des mammifères entre les collines avoisinantes et la plaine ou la Garonne. On mettra un accent tout particulier à souligner la fonction déterminante des pierriers boisés dans le maintien de la biodiversité du périmètre : les assises de galets offrent des habitats très diversifiés aux petits mammifères, reptiles et insectes, à la base de chaînes alimentaires variées. Ils sont également des refuges recherchés par l'avifaune (rapaces notamment).

Fonctions actuelles des haies :

1. Rôle paysager : les haies arborées hautes sont toutes situées à l'ouest du périmètre rive droite, au nord-est du carrefour du Bazert. Du point de vue paysager, elles ont une très grande importance du fait :

- * de leur rareté dans la plaine du Bazert ;
- * de leur rôle de transition entre un espace agricole dénudé et des coteaux ouest et sud, raides et entièrement boisés ;
- * du fait qu'elles soulignent des limites naturelles qui correspondent à des lits anciens de la Garonne, lorsque celle-ci débouchait directement au carrefour du Bazert depuis Labroquère.

Toutes les autres haies, qu'elles soient arbustives ou basses, ont également un rôle paysager important, plus par leur fonction de

végétation-témoin que par leur ordonnancement. Les plus importantes sont celles qui permettent de lire dans le paysage des alignements non rectilignes, suggérant qu'une autre logique que la découpe à angle droit et la ligne droite a présidé un temps à l'organisation humaine des lieux : le long des vieux chemins, le long des ruptures pédologiques. Il convient de noter que nous sommes ici en présence d'un cadastre romain dont l'orthogonalité de logique a pu s'exprimer pleinement sur ses terres plates et indifférenciées.

2. Rôle de brise-vent, climatique et de protection des animaux domestiques : si l'on élimine les haies basses et arbustives, les haies sans épaisseur suffisante ou ajourées, les haies mal orientées par rapport aux flux dominants... seules une dizaine de haies ont un vrai rôle brise-vent ou d'abri : ils s'agit des hautes haies à sous-bois situées près du carrefour du Bazert, et de 3 haies en pied de coteau sud. On notera cependant que les conditions climatiques du périmètre n'exposent pas la végétation cultivée à des stress importants : dans le cas contraire, les agriculteurs eux-mêmes auraient été attachés à leur conservation.

3. Rôle de lutte contre l'érosion : comme vu plus haut, il n'y a pas de phénomène d'érosion dans le périmètre, hormis les talus des berges instables boisées de la Garonne.

4. Rôle biologique : les eaux de pluie s'infiltrant immédiatement en profondeur, les haies existantes n'ont aucun rôle dans l'entretien de l'humidité et dans le stockage des nitrates. Elle ont un rôle très mineur dans l'humification des sols proches, car leur biomasse renouvelée annuellement est faible.

5. Rôle dans l'alimentation, le passage, la reproduction de la faune cynégétique : encore une fois, seules les haies arborées des environs du carrefour de Bazert méritent d'être signalées pour ces différents rôles. On notera leur fonction essentielle dans les déplacements des grands mammifères entre les collines boisées alentours et la plaine (gagnage) ou la Garonne (lors des déplacements journaliers ou saisonniers). Les autres haies, trop étroites ou trop basses, n'accueillent que de petits mammifères, reptiles et insectes communs qui y vivent dans un écosystème pauvre.

II.2.2 La faune

Les espèces signalées par une astérisque (*) sont protégées au plan national.

II.2.2.1 Inventaire

- **Mammifères** : les cervidés sont nombreux à traverser l'ensemble du périmètre : en rive droite comme à Ausson, le périmètre d'étude est une zone de passage pour cervidés, de plus en plus nombreux, et sangliers. Les passages les plus connus sont : des bois de la côte d'Ausson vers la Garonne ou les champs ; des bois de Gourdan et du Pic Carmont vers les champs du Bazert et la Garonne (de part et d'autre de la Croix du Bazert). Les petits mammifères pouvant être rencontrés sont : le renard, le lièvre, le lapin, le hérisson*, la musaraigne, les mustélidés (*fouine**, *belette**, *blaireau*, *putois**, *hermine**), le ragondin et le rat musqué et divers petits rongeurs (*souris*, *mulot*, *campagnols*, *rat...*). La *loutre** est signalée partout dans le périmètre et en amont jusqu'à St Béat. Plusieurs espèces de Chauve-souris sont également présentes, notamment dans le couloir garonnais.
- **Oiseaux** : la relative diversité des habitats engendre la présence d'oiseaux avec des mœurs très différentes : (*buse variable**, *faucons crécerelle** et *hobereau**, *épervier d'Europe**, *milan noir**, *chouettes effraie** et *hulotte**), corneille, étourneau, pie, tarier pâtre*, pouillot véloce*, pinson des arbres*, merle, bruant zizi*, rouge-queue noir*, geai des chênes*, perdrix rouge...
- **Reptiles** : on trouve toutes les espèces habituelles de serpents et lézards (tous protégés) : lézard commun*, orvet*, couleuvres (*à collier**, *verte et jaune**, *vipérine**) ...

- La **petite faune amphibie** est constituée de batraciens, majoritairement protégés, communs dans la région : crapauds (*commun**, *calamite**), rainette méridionale*, grenouilles (*verte**, *agile**, *rousse**), salamandre, triton palmé*, pélodyte ponctué*...
- Le **peuplement piscicole** : les salmonidés y sont l'espèce dominante, avec la truite fario, le saumon atlantique et la truite de mer. Les espèces autochtones sont principalement la truite fario, le goujon, la loche, le vairon et le chevenne. Il est à noter :
 - * au barrage d'Ausson, un piège de dévalaison permet la capture de jeunes saumons (tacons) relâchés en aval à Carbonne et Toulouse (réintroduction) ;
 - * au barrage de Carbonne, capture de truites de mer et de saumons atlantiques réintroduits dans le périmètre.

II.2.2.3 Aspects cynégétiques

Si on constate peu de chose en matière de faune fragile, on note par contre la présence de nombreux cerfs, chevreuils, sangliers, lièvres, perdrix, faisans, bécasses, canards sédentaires (colverts) ou migrateurs (sarcelles, souchets...)... En ce qui concerne la grande faune, des passages ont été constatés dans la plaine du Bazert : le gibier quitte la montagne vers la plaine et ses champs entre la Garonne et la RD.

II.2.3.1 Inventaire des milieux naturels

(Pour la description de ces milieux, se reporter au chapitre 2.1).

Les milieux naturels qui se distinguent sont peu nombreux (2), du fait de la grande homogénéité de l'occupation du sol, et si rares qu'ils sont tous à considérer comme « intéressants » du point de vue écologique :

- **Les boisements et les haies en milieu agricole ouvert** : c'est plus pour leur rareté au milieu d'un espace agricole de champs ouverts que pour leur valeur spécifique que nous les distinguons. Bien qu'il ne s'agisse que de bosquets, les boisements du secteur ont un double rôle de milieu d'habitat pour la faune locale et de lieu de passage pour les grands mammifères traversant le périmètre. Dans ce registre, les bosquets sur pierriers et les pierriers en général sont à conserver en priorité car ils offrent des habitats encore plus diversifiés, et sont donc à l'origine de l'entretien d'une grande biodiversité. Partant du même constat de pauvreté des milieux naturels, l'ensemble des haies semble à conserver sans distinction. Ce réseau résiduel de haies est le milieu naturel le plus sensible aux travaux connexes

L'arrêté préfectoral en date de janvier 2003 a retenu les principes d'aménagement et les prescriptions suivantes que les travaux connexes devront respecter :

- L'opération de remembrement sera réalisée dans le but de restructurer au mieux le parcellaire et de préserver l'environnement ;
- Les travaux connexes de remise en état des sols, d'hydraulique, de plantations et de voirie seront réalisés pour favoriser la bonne possession du nouveau parcellaire, ils devront respecter les atouts majeurs de la commune et la revalorisation de son environnement ; la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier devra particulièrement veiller à respecter les recommandations contenues dans l'étude préalable :

. la préservation du sillon de la Garonne et sa bordure végétale et de talus, seules haies importantes dans la plaine de rivière,

. la conservation des haies existantes (souvent résiduelles) en particulier les haies de classe 1 et 2, replanter les haies basses qui seraient appelées à disparaître (plantations à réaliser de préférence en bordure des chemins),

. le maintien des arbres isolés et les boisements signalés,

. le maintien dans la mesure du possible des pierriers,

. l'adaptation du réseau d'irrigation,

. privilégier les aménagements hydrauliques légers au détriment des aménagements lourds de façon à maintenir le milieu naturel (en particulier, protection de la nappe).

II.4.2.5 Les haies

Le Schéma Directeur des Haies est présenté dans la carte au 1/5000 en annexe.

L'étude a mis en évidence la grande pauvreté du périmètre quant aux haies. Celles-ci ont été hiérarchisées en 4 classes selon leur composition :

- Haies arborées : classe 1
- Haies arbustives : classe 2
- Haies basses : classe 3
- alignements

Objectif recherché

Restaurer un paysage trop banalisé aujourd'hui ; offrir des habitats taunistiques variés ; rendre l'espace agricole plus « perméable » aux déplacements des animaux.

Conservation

Les haies de classes 1 et 2 sont à conserver exhaustivement au regard d'un remembrement ; les haies de classe 3 peuvent éventuellement être arrachées, mais devront être replantées pour un linéaire identique et avec une variété spécifique égale.

Replantation

Les travaux de replantation devront permettre de satisfaire aux objectifs suivants :

- privilégier les replantations d'orientation N/NO à N/NE ;
- privilégier les replantations le long des chemins anciens, pour faire revivre dans le paysage la trame agraire disparue ;
- privilégier les abords de la RD 8 et des principaux chemins de liaison entre villages ;
- faire porter l'effort sur les abords de Martres de R., avec un gradient décroissant vers l'ouest (il reste de plus en plus de haies en se rapprochant du carrefour du Bazert) ;
- réaliser ces plantations de manière à restaurer une « perméabilité » de l'espace agricole pour les animaux : pas de grandes surfaces sans haie ni bois-refuge ;
- chercher à faciliter les circulations animales entre les bois du Pic Carmont au Sud et la Garonne au Nord.

II.4.2.6 Les boisements et arbres isolés

L'étude a mis en évidence la très grande pauvreté du périmètre quant aux bois et à l'importance corollaire des arbres isolés dans le paysage et comme refuge pour l'avifaune. Il convient de tempérer ce constat en considérant que la moitié des limites du périmètre est constituée de boisements denses. Cependant, les quelques hectares de bosquets présents dans le périmètre permettent de maintenir des habitats qui favorisent une vie faunistique minimale.

Objectif recherché

Restaurer un paysage trop banalisé aujourd'hui ; offrir des habitats faunistiques et une variété floristique ; rendre l'espace agricole plus « perméable » aux déplacements des animaux.

Conservation

Ces bois ne sont pas menacés par un remembrement, car ils sont essentiellement consécutifs à la pauvreté des sols qui les supportent. Les arbres isolés remarquables peuvent être par contre menacés lors du remembrement. Ils doivent être intégralement préservés.

Replantation

En cas de nécessité de supprimer une partie de ces maigres surfaces boisées, des replantations pour une surface identique doivent être envisagées. De même que pour les replantations de haies, les travaux de replantation devront permettre de satisfaire aux objectifs suivants :

- privilégier les abords de la RD 8 et des principaux chemins de liaison entre villages ;
- faire porter l'effort sur les abords de Martres de R., avec un gradient décroissant vers l'ouest (il reste de plus en plus de haies en se rapprochant du carrefour du Bazert) ;
- réaliser les plantations de manière à restaurer une « perméabilité » de l'espace agricole pour les animaux : pas de grandes surfaces sans haie ni bois-refuge ;
- chercher à faciliter les circulations animales entre les bois du Pic Carmont au Sud et la Garonne au Nord.

II.4.2.7 Les pierriers

Ils constituent un biotope très particulier et précieux à l'échelle du périmètre (ils permettent le développement d'habitats riches, qu'ils soient boisés ou seulement embroussaillés).

Conservation

Dans le cadre d'un remembrement, leur conservation exhaustive doit être imposée.

Mesures compensatoires

En cas de nécessité de supprimer quelques-uns de ces biotopes (l'A645 ne pouvant à priori les éviter tous, voir la carte page 24), nous préconisons de créer en compensation une surface boisée (bois expérimentaux) au moins égale à 4 fois la surface de pierrier supprimée. La composition de ces boisements devra permettre de développer à terme des habitats identiques aux boisements existants dans le périmètre. Une étude spécifique devra être menée pour en déterminer la réalisation. Mieux encore, les galets des pierriers pourront être déplacés et déposés selon une forme identique.

III.6.2 Impacts sur les pierriers

Les pierriers sont l'une des principales caractéristiques du périmètre de remembrement de Huos : ce sont des galets de grosse taille (centimétriques à décimétriques) qui ont enlevés des champs pour être posés en tas ; ils constituent un micro-habitat de grand intérêt (insectes, reptiles, oiseaux, petits mammifères) qu'il convient de protéger.

5 de ces pierriers sont supprimés dans le cadre des travaux connexes au lieu-dit « Debat Marge ».



L'un des pierriers qui devra être déplacé dans le cadre des travaux connexes

L'impact du remembrement sur les pierriers est assez faible dans la mesure où ils seront simplement déplacés et mis en cordon en bordure sud de l'îlot de culture dans lequel ils sont situés (il s'agit d'une haie existante qui constitue un bon corridor biologique). Un suivi de chantier approprié devra être effectué pour s'assurer que ces travaux soient correctement réalisés

V.2 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

V.2.1 Déplacement des pierriers

Les pierriers supprimés dans le cadre des travaux connexes au lieu-dit « Debat Marge » devront être déplacés et mis en cordon en bordure sud de l'îlot de culture dans lequel ils sont situés (il s'agit d'une haie existante qui constitue un bon corridor biologique). Un suivi de chantier approprié devra être effectué pour s'assurer que ces travaux soient correctement réalisés

ANNEXE 05

AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES

ASSOCIEES



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Saint-Gaudens, le

27 DEC. 2019

Service Territorial
Pôle Territorial Sud
Unité Portage Politiques - Comminges

Le directeur départemental des territoires

à

Affaire suivie par : Mathieu Dubarry
Téléphone : 05.36.47.74.56
Télécopie : 05.36.47.74.21
Courriel : mathieu.dubarry@haute-garonne.gouv.fr

Monsieur le Maire
Mairie
rue du 14 juillet
31 210 Huos

Objet : modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Huos

Vous nous avez transmis le projet de modification du PLU de la commune de Huos, reçu en DDT le 16 décembre 2019. Celui-ci a fait l'objet d'une délibération motivée du conseil municipal en date du 4 juillet 2019. Cette modification a pour objet de créer et mettre à jour les emplacements réservés (ER) et d'intégrer la trame verte et bleue (TVB) dans les règlements écrits et graphiques.

Ces modifications projetées rentrent bien dans le champ d'application des articles L151-23 et L151-41 du code de l'urbanisme (CU). D'une manière générale, ces modifications n'appellent pas d'observation particulière. Toutefois les zones humides auraient pu faire l'objet d'un sous zonage Nzh et certains corridors écologiques d'un sous zonage A_{corridor écologique} ou N_{corridor écologique}. Toutefois leurs identifications au titre de l'article L121-3 du CU et les prescriptions du règlement écrit protègent bien ces espaces.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le directeur départemental et par délégation,
le responsable de l'unité portage des politiques
Comminges,

Eric Bruneau



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

La Délégée Territoriale

Dossier suivi par : T. MAJCHRZAK
Tel.: 05.63.57.14.82
Mét: inao-toulousegaillac@inao.gouv.fr

V/Réf : *Courrier du 16 décembre 2019*

N/Réf : TM-SA-176-2019

Objet : Modification simplifiée du PLU
de la commune de Huos

Monsieur Le Maire

Mairie d'HUOS
Rue du 14 Juillet
31210 HUOS

Gaillac, le 20 décembre 2019

Monsieur le Maire

Par courrier électronique reçu le 16 décembre 2019, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de modification simplifiée du PLU de la commune de HUOS.

La commune de HUOS est située dans l'aire géographique des AOP « Jambon noir de Bigorre » et « Porc noir de Bigorre ». Elle appartient également aux aires de production des IGP suivantes : « Canard à foie gras du Sud-Ouest », « Comté Tolosan », « Jambon de Bayonne », « Porc du Sud-Ouest » et « Tomme des Pyrénées ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

La modification simplifiée du PLU de la commune de Huos porte sur l'intégration de la trame verte et bleue, la création d'emplacements réservés et la modification des règlements graphiques et écrits pour prendre en compte ces deux points.

15 emplacements réservés nouveaux sont créés. Parmi eux, 8 concernent la zone Agricole dont l'extension du cimetière sur une superficie de 3 270 m². Les sept autres portent sur un enjeu de maintien des continuités écologiques par la sauvegarde de haies ou de bosquets en relation avec l'intégration de la trame verte et bleue. Ils couvrent une superficie de plus de 4 hectares.

Il est à noter que l'emplacement réservé 21 est créé pour la sauvegarde d'une châtaigneraie mais que celle-ci ne concerne qu'une partie nord de l'emplacement. La majorité de cette zone est agricole, exploitée en tournesol et maïs.

Si les emplacements réservés créés ne semblent pas imposer de nouvelles contraintes pour l'agriculture, il convient de veiller au maintien des superficies ayant actuellement une vocation agricole.

INAO - Délégation Territoriale Occitanie

SITE DE MONTPELLIER
697 avenue Etienne Melul
CA Croix-d'Argent
34070 MONTPELLIER
Tél : 04.67.27.11.85
INAO-MONTPELLIER@inao.gouv.fr

SITE DE NARBONNE
Rue du Pont de l'Avenir
CS 50127
11100 NARBONNE
Tél : 04.68.90.62.00
INAO-NARBONNE@inao.gouv.fr

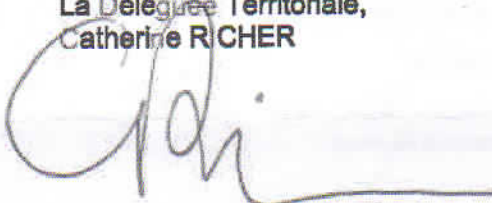
SITE DE GAILLAC
Centre Technique du Vin
52 Place Jean Moulin 2ème étage
81600 GAILLAC
Tél : 05.63.57.14.82
INAO-TOULOUSEGAILLAC@inao.gouv.fr

Antenne de Perpignan
Tél : 04.68.34.53.38
INAO-NARBONNE@inao.gouv.fr

Après étude du dossier, l'INAO ne s'opposera pas à ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,
La Déléguée Territoriale,
Catherine RICHER



Copie : DDT 81

INAO - Délégation Territoriale Occitanie

SITE DE MONTPELLIER
697 avenue Étienne Mehl
CA Croix-d'Argent
34070 MONTPELLIER
Tél : 04.67.27.11.85
INAO-MONTPELLIER@inao.gouv.fr

SITE DE NARBONNE
Rue du Pont de l'Avenir
CS 50127
11100 NARBONNE
Tél : 04.68.90.62.00
INAO-NARBONNE@inao.gouv.fr

SITE DE GAILLAC
Centre Technique du Vin
53 Place Jean Moulin 2ème étage
81600 GAILLAC
Tél : 05.63.57.14.82
INAO-TOULOUSEGAILLAC@inao.gouv.fr

Antenne de Perpignan
Tél : 04.68.34.53.38
INAO-NARBONNE@inao.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Mérignac, le 14 janvier 2020

Service national d'Ingénierie aéroportuaire
« Construire ensemble, durablement »

Le chef du pôle de Bordeaux

à

Pôle de Bordeaux
Unité domaine et servitudes

Mairie de Huos

mairie.huos@wanadoo.fr

Nos réf. : N° 65

Vos réf. : votre courrier du 16 décembre 2019 reçu le 02 janvier 2020

Affaire suivie par : Annick Guyodo
snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr
Tél. : 05 57 92 81 49

Objet : PLU – Modification n°2 – Commune de Huos (31)

T:\UDS\Servitudes\4 Midi-Pyrénées\Dpt 31 - Haute-Garonne\Urban\2020\PA\PLU Huos - Modification 2.odt

Monsieur le Maire,

Par courrier cité en référence, vous nous informez que votre commune a prescrit la modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du 04 juillet 2019.

Cette deuxième modification a pour but :

- d'intégrer la trame verte et bleue dans le règlement du PLU
- créer divers emplacements réservés
- modifier le règlement et le zonage pour prendre en compte ces changements

L'étude de ce dossier n'appelle pas de remarque particulière de ma part.

J'attire toutefois votre attention sur la servitude ci-dessous qui doit être mentionnée dans la liste des servitude du PLU :

- Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7) :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

Le service gestionnaire de cette servitude est :

DGAC / SNIA Sud-Ouest – Aéroport Bloc technique – TSA 85002 – 33688 Mérignac cedex.
snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du Plan des Servitudes d'Utilité Publique comme suit :

T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	Ensemble de la commune
-----------	---	------------------------

L'adjoint au Chef du SNIA Sud-Ouest


Sébastien Jalët

SNIA – Pôle de Bordeaux
Aéroport – Bloc technique
TSA 85002 – 33688 Mérignac Cedex
tél : 05 57 92 81 50





Direction Opérations
Coordination de CUGNAUX
16, bis rue Alfred Sauvy
31270 CUGNAUX
Tél : +33 (0) 5 61 16 26 15
travaux-tiers.cugnaux@terega.fr

MAIRIE
Rue du 14 juillet

31210 HUOS

A l'attention de M. PUIGDELLOSAS

DOP/ETR/COPT/CU-T2020 / 54 - MHP
Affaire suivie par : Marie-Hélène PELISSIE

CUGNAUX, le 15/01/2020

V/Ref - Votre mail du 19 décembre 2019

Objet - Plan Local d'Urbanisme
Commune de HUOS - 31

Monsieur le Maire,

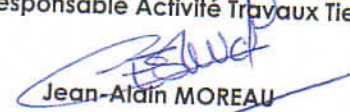
Nous avons bien reçu une demande concernant la modification N° 2 du Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

En réponse, nous vous informons que nous n'avons aucune canalisation dans votre commune.

Nous n'avons pas non plus de projet d'intérêt général dans cette localité.

Vous remerciant de nous avoir consultés,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos salutations distinguées.

Le Responsable Activité Travaux Tiers

Jean-Alain MOREAU

P.J. Dossier en retour

TERÉGA S.A.
Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 205 22 • 64010 Pau Cedex
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • www.terega.fr

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841



SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL
D'ÉNERGIE DE LA
HAUTE GARONNE

Ingénieur responsable secteur :

Mme Sophie BOURGON,
☎ 05.34.31.15.03
sophie.bourgon@sdehg.fr

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville

31210 HUOS

Objet :

Observations PLU du 25/06/2015

Toulouse, le 15 JAN. 2020

Monsieur le Maire,

Suite à votre projet modificatif de PLU en date du 25/06/2015 que vous nous avez transmis le 23/12 dernier, je tenais à vous informer des remarques suivantes :

Les zones à vocation d'habitat AU1 et AU2 ne sont pas desservies par du réseau existant basse tension et nécessitera de votre part des extensions de réseau Basse tension.

Un renforcement des réseaux pourra être nécessaire selon les puissances demandées par les nouveaux clients. Ceux-ci seront intégralement pris en charge par le SDEHG, sans participation communale, grâce aux aides du FACE.

Un plan de situation des réseaux (BT et MT) est joint à ce présent courrier.

Nos services techniques sont à votre entière disposition pour de plus amples précisions.

En espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.



Le Président,


Pierre IZARD



DIRECTION
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ÉQUILIBRÉ
DU TERRITOIRE

Toulouse le 9 janvier 2020

Monsieur Claude PUIGDELLOSAS

Maire d'HUOS

Mairie d'Huos

31210 HUOS

Dossier suivi par :
Catherine TEULERE
Tél : 05 34 33 46 05
Fax : 05 34 33 43 90
Réf. à rappeler :
DDET / CT / /

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre mél du 16 décembre dernier, par lequel vous me transmettez le projet de modification n°2 du PLU de votre commune.

Après consultation des services, je vous informe que ce dossier n'appelle pas d'observation particulière de ma part.

Lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLU, il pourra être procédé à une mise à jour des emplacements réservés.

En effet, il n'est pas souhaitable que la réservation n°6, qui porte sur une voie communale, reste au bénéfice du Département.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Georges Méric

Georges MÉRIC

Président du Conseil départemental

COPIE :

- Mme Roselyne ARTIGUES et M. Patrice RIVAL

Conseillers Départementaux du canton de BAGNERES DE LUCHON



POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL
ET RURAL
DU PAYS COMMINGES PYRENEES
pays@commingespynes.fr
www.commingespynes.fr
Tél : 05.61.88.88.66
Fax : 05.61.79.47.17

Saint-Gaudens, le 21 janvier 2020

Monsieur le Maire
Mairie de Huos
Rue du 14-Juillet
31210 Huos

N/Réf. : J-YD/AT/20/2020

Affaire suivie par : Monsieur Alexandre TERRADE - 07.71.92.84.76

Objet : Observations du SCoT Pays Comminges Pyrénées sur l'arrêt du PLU de la commune de Huos

Monsieur le Maire,

Par délibération en date du 4 juillet 2019, le Conseil municipal de la commune de Huos a décidé de procéder à une deuxième modification de son PLU.

Conformément à l'article R. 153-40 du code de l'urbanisme, le Pays Comminges Pyrénées a bien reçu votre projet de modification de PLU en date du 16 décembre 2019.

L'évolution de votre document d'urbanisme a pour objectifs :

- Intégrer la trame verte et bleue dans le règlement du PLU ;
- Créer divers emplacements réservés ;
- Modifier le règlement et le zonage, pour prendre en compte ces changements ;

La commission urbanisme, après avoir analysé la cohérence de votre projet de modification n°2 du PLU au regard du SCoT, a émis **un avis favorable** et a formulé les observations suivantes :

Observations générales

Le projet de la commune de Huos s'oriente vers une reconquête paysagère et indirectement écologique de ses espaces ouverts, notamment par la préservation ou la création de haies bocagères, arbres, bosquets et boisements rivulaires. La commune inscrit donc le paysage comme une priorité dans le cadre de cette deuxième modification du PLU.

Ceci entre en résonance avec le SCoT, qui comporte de nombreuses mesures incitant les collectivités à s'orienter vers des actions de préservation et de valorisation paysagères. Cette stratégie a pour principal objectif de pérenniser ou de recréer les paysages du Comminges avec toute leur diversité d'antan (bocages, ripisylves, bosquets, zones humides, etc.).

Ces actions viennent en complémentarité de la préservation des grands espaces naturels définis dans le SCoT au titre des réservoirs de biodiversité. Elles contribuent notamment à limiter les



**POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL
ET RURAL
DU PAYS COMMINGES PYRENEES**

pays@commingespirenees.fr

www.commingespirenees.fr

Tél : 05.61.88.88.66

Fax : 05.61.79.47.17

risques (érosion, torrentialité, ruissellement, inondation), par la préservation des zones humides et de diverses formations végétales, et à lutter contre le réchauffement climatique.

La protection de la diversité paysagère permet aussi de préserver une riche biodiversité associée à ces milieux, ce qui contribue à favoriser l'attractivité résidentielle et touristique du Comminges, axe fort du projet du SCoT.

Le projet fait enfin apparaître plusieurs créations ou modifications d'emplacements réservés, afin de recréer les continuités écologiques perdues lors du remembrement de 2008, de créer des cheminements doux, aménager la voirie et permettre l'extension du cimetière, de la déchetterie et de la zone d'équipements sportifs. Ces derniers sites pourront être étendus en continuité de l'existant, restant donc cohérents avec la préservation des milieux agricoles et naturels de la commune.

Mes services se tiennent à votre entière disposition pour tout complément d'information et pour vous accompagner dans vos projets.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Yves DUCLOS

Président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural
Pays Comminges Pyrénées



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-GARONNE

MONSIEUR CLAUDE PUIGDELLOSAS
MAIRIE DE HUOS
RUE DU 14 JUILLET

31210 HUOS

Réf : SB.JB.SD.2020_003
Pôle Territoire / service urbanisme
Dossier suivi par : Jacqueline BESSETTES
Tél : 05 61 10 42 69

Toulouse, le 10 janvier 2020

Siège social

32 rue de Lisieux
CS 90105
31026 Toulouse Cedex 3
Tél : 05.61.10.42.50
Fax : 05.61.23.45.98

Antennes

Château de Capdeville
140 allée du château
31620 Fronton
Tél : 05.61.82.13.28
Fax : 05.61.82.51.88

1 av. Flandres Dunkerque
31460 Caraman
Tél : 05.61.27.83.37
Fax : 05.61.81.74.92

28 route d'Eaunes
31605 Muret Cedex
Tél : 05.34.46.08.50
Fax : 05.61.51.34.69

6 Espace Pégot
31800 St-Gaudens
Tél : 05.61.94.81.60
Fax : 05.61.94.81.65

Objet : Avis sur le projet de 2^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire,

Par courriel en date du 16 décembre 2019, vous nous avez transmis, pour avis, le projet de modification n°2 de votre PLU.

Vous trouverez ci-après nos observations et avis sur ce dossier.

Le projet prévoit :

- L'intégration de la trame verte et bleue dans le PLU,
- L'évolution des emplacements réservés.

L'intégration de la trame verte et bleue vise à garantir le maintien de l'état initial et des mesures compensatoires inscrits dans l'arrêté préfectoral de clôture des opérations de remembrement de 2008. Pour ce faire, la modification prévoit :

- D'inscrire en tant qu'espaces boisés classés à créer, les secteurs où des éléments végétaux devant être maintenus ont été détruits ou très fortement fragilisés,
- D'inscrire en tant qu'éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique (article L151-23 du code de l'urbanisme) les autres formations végétales encore en place,
- De compléter l'intégration de la trame verte et bleue par une inscription des zones humides issues de l'inventaire des zones humides de la Haute-Garonne, en tant qu'éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique (article L151-23 du code de l'urbanisme).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 18310004900026

APE 9411 Z

www.hautegaronne.chambre-agriculture.fr

.../...

- De mettre en place des emplacements réservés sur des secteurs fortement fragilisés, afin de maintenir les continuités écologiques et compenser les pertes de végétation constatées ces derniers mois.

Afin d'évaluer la cohérence du zonage proposé (EBC, éléments de paysage à préserver, emplacements réservés) **le dossier doit être complété** avec une analyse des éléments constitutifs de la trame verte et bleue existants sur l'ensemble du territoire communal et l'intégralité des mesures conservatoires proposées dans l'arrêté de clôture du remembrement (descriptif et cartographie).

L'évolution des emplacements réservés prévoit la création de nouveaux emplacements destinés à la réalisation de plusieurs projets :

- L'extension du cimetière,
- L'extension de la déchetterie,
- L'aménagement de voirie ou carrefour,
- La préservation et le renforcement de la trame végétale.

L'extension du cimetière (emplacement réservé n°11) représente une superficie de 3 270 m² pris sur des surfaces de production agricole, soit approximativement la surface de l'actuel cimetière à l'intérieur duquel les vues aériennes (Google Earth), montrent des espaces encore disponibles. En conséquence la création de cet emplacement réservé dans la présente modification est insuffisamment justifiée et nous semble prématurée.

L'emplacement réservé n° 18 représente une bande de 10 m de large le long de la voie ferrée. Il est destiné à la réalisation de plantations végétales pour créer une continuité écologique. Il impacte une parcelle agricole sur une emprise de 1 600 m². Cet emplacement n'est pas justifié. Le maintien de l'espace agricole contribue à la trame verte et bleue.

L'emplacement réservé n° 21, d'une emprise de près de 2 ha en zone agricole, est destiné à la création d'une zone boisée. Comme précédemment, cet emplacement qui supprime des espaces de production n'est pas justifié, l'espace agricole contribue à la trame verte et bleue.

L'emplacement réservé n° 22 concerne un boisement existant faisant l'objet d'un espace boisé classé, l'aménagement d'une aire de pique-nique pourrait être incompatible avec le classement en EBC. Même observation pour l'emplacement n°23 qui fait l'objet d'un espace boisé classé.

L'emplacement réservé n° 24, d'une emprise de 1.8 ha en zone agricole est trop important. Nous demandons que l'emprise de la haie existante uniquement soit classée en éléments de paysage à préserver (article L151-23 du code de l'urbanisme). La création d'un cheminement doux

entre les deux voies à ce niveau n'est pas justifiée il existe un cheminement entre les deux voies à 250 m au Sud de la haie. Ce type d'infrastructure aurait pour effet de morceler le parcellaire agricole et de générer des conflits de voisinage avec l'espace agricole.

Les emplacements réservés n° 2, 3, et 17 en zone AU0 doivent être supprimés. L'aménagement de cette zone AU0 dont les surfaces sont encore à usage agricole n'est pas justifié compte tenu du potentiel d'urbanisation existant en zone UA, UB et AU1. Cet espace de production agricole constitue notamment une coupure d'urbanisation entre les communes de Huos et de Gourdan-Polignan.

Nous formulons un **avis défavorable** au projet de 2^{ème} modification du projet de PLU. Les objectifs concernant l'intégration de la trame verte et bleue doivent être mieux justifiés, les emplacements réservés qui impactent les surfaces de production agricole doivent être supprimés.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de nos meilleures salutations.

Serge BOUSCATEL,
Président



Remis par la mairie
le 14/01/20



ONF

Midi-Méditerranée

AVIS DE L'AGENCE TERRITORIALE

ONF PYRÉNÉES GASCogne

Agence territoriale
Pyrénées-Gascogne

Site de Tarbes
Centre d'Affaires
Kennedy
Rue Jean-Loup Chrétien
B.P. 1312
65013 TARBES CEDEX
09

Tél. : 05 62 44 20 40
Fax : 05 62 44 20 30
Mél : ag.pyrenees-
gascogne@onf.fr

Site de Saint Gaudens
262 Route de Landorthe
31800 SAINT GAUDENS

À Tarbes, le 06 janvier 2020

Objet : avis sur le projet – Modification n°2 du PLU de la commune de Huos

V/Réf. : courrier du 16 décembre 2019 de Claude PUIGDELLOSAS – maire

N/Réf. : JLM/NG N°003

Dossier suivi par : Philippe Pucheu - Tel : 05 62 44 20 41 - Mél : philippe.pucheu@onf.fr

L'agence ONF Pyrénées-Gascogne gère une forêt communale et une forêt indivise relevant du régime forestier sur le territoire communal de Chis et Gourdan-Seilhan. Les données fournies en pièces jointes concernent ces trois forêts relevant du régime forestier incluses dans le secteur d'étude.

Ces données vous sont fournies sous format dématérialisé en pièces jointes :

- dossier « PLU_Huos.zip » de fichiers shape permettant de localiser les périmètres des forêts sous SIG ;
- fichier « PLU_Huos.pdf » donnant la carte de localisation des forêts dans la zone d'étude ;

Cadre général :

Les forêts concernées bénéficient, par l'application du régime forestier (articles L211.1 et suivants du code forestier) de nombreuses mesures de protection et de mise en valeur cadrées par les principes du code forestier.

Elles possèdent toutes un aménagement forestier en cours de validité approuvé par le Préfet de Région pour les forêts communales ou par le Ministre chargé de la Forêt pour ce qui est de la forêt domaniale.

Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.

En effet, en forêt communale, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (cf. article R 214-19 du Code Forestier ci-dessous). En forêt domaniale, toute occupation ou activité doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à l'ONF, gestionnaire légal.



Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS

Site internet : www.onf.fr

10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / pefc-france.org

ONF
Midi-Méditerranée

AVIS DE L'AGENCE TERRITORIALE

ONF PYRÉNÉES GASCOGNE

Agence territoriale
Pyrénées-Gascogne

Site de Tarbes
Centre d'Affaires
Kennedy
Rue Jean-Loup Chrétien
B.P. 1312
65013 TARBES CEDEX
09

À Tarbes, le 06 janvier 2020

Tél. : 05 62 44 20 40
Fax : 05 62 44 20 30
Mél : ag.pyrenees-
gascogne@onf.fr

Site de Saint Gaudens
262 Route de Landorthe
31800 SAINT GAUDENS

Objet : avis sur le projet – Modification n°2 du PLU de la commune de Huos

V/Réf. : courrier du 16 décembre 2019 de Claude PUIGDELLOSAS – maire

N/Réf. : JLM/NG N°003

Dossier suivi par : Philippe Pucheu - Tel : 05 62 44 20 41 - Mél : philippe.pucheu@onf.fr

L'agence ONF Pyrénées-Gascogne gère une forêt communale et une forêt indivise relevant du régime forestier sur le territoire communal de Chis et Gourdan-Seilhan. Les données fournies en pièces jointes concernent ces trois forêts relevant du régime forestier incluses dans le secteur d'étude.

Ces données vous sont fournies sous format dématérialisé en pièces jointes :

- dossier « PLU_Huos.zip » de fichiers shape permettant de localiser les périmètres des forêts sous SIG ;
- fichier « PLU_Huos.pdf » donnant la carte de localisation des forêts dans la zone d'étude ;

Cadre général :

Les forêts concernées bénéficient, par l'application du régime forestier (articles L211.1 et suivants du code forestier) de nombreuses mesures de protection et de mise en valeur cadrées par les principes du code forestier.

Elles possèdent toutes un aménagement forestier en cours de validité approuvé par le Préfet de Région pour les forêts communales ou par le Ministre chargé de la Forêt pour ce qui est de la forêt domaniale.

Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.

En effet, en forêt communale, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (cf. article R 214-19 du Code Forestier ci-dessous). En forêt domaniale, toute occupation ou activité doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à l'ONF, gestionnaire légal.

En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent donc figurer en annexe des PLU « à titre informatif ». Ces forêts doivent figurer en zone N (« zone naturelle et forestière »).

Points particuliers :

Distance de construction par rapport à la forêt : quand les pourtours de la forêt publique ne sont pas urbanisés, l'Office National des Forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à de 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure (notamment projet de lotissements adossé à la forêt)

Accès à la forêt : Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, et à condition qu'ils soient bien repris dans le projet de PLU arrêté, l'ONF émet un avis favorable au projet de PLU arrêté.

Le Directeur Agence Pyrénées-Gascogne,

Jean-Lou MEUNIER



Remis par la mairie
le 14/01/20

contenu du message

de	"SG Adjoint Support et Expertise" <Rce.sgase@ac-toulouse.fr>
à	"mairie.huos@wanadoo.fr" <mairie.huos@wanadoo.fr>
cc	"Faisy Frederic" <Frederic.Faisy@ac-toulouse.fr>
date	07/01/20 11:19
objet	dossier PLU commune d'Huos

Bonjour,

Je vous confirme que le rectorat de l'académie de Toulouse a bien reçu le dossier concernant la modification n°2 du PLU de la commune d'Huos.

L'éducation nationale n'a rien à signaler de particulier à la lecture de ce document.

Bien cordialement.



Région académique
OCCITANIE



Anne-Marie Briand

Secrétariat du Secrétaire Général Adjoint Support et
Expertise

Tél : 05 36 25 78 79

Adresse Postale : Rectorat de l'académie de Toulouse - CS8703 - 31077 Toulouse cedex4

Adresse Géographique : Rectorat de l'académie de Toulouse - 75 rue Saint Roch - 31400 Toulouse

www.ac-toulouse.fr | [plan d'accès](#)

Remis par la mairie
le 14/01/20

contenu du message

de	"SG Adjoint Support et Expertise" <Rce.sgase@ac-toulouse.fr>
à	"mairie.huos@wanadoo.fr" <mairie.huos@wanadoo.fr>
cc	"Faisy Frederic" <Frederic.Faisy@ac-toulouse.fr>
date	07/01/20 11:19
objet	dossier PLU commune d'Huos

Bonjour,

Je vous confirme que le rectorat de l'académie de Toulouse a bien reçu le dossier concernant la modification n°2 du PLU de la commune d'Huos.

L'éducation nationale n'a rien à signaler de particulier à la lecture de ce document.

Bien cordialement.



Anne-Marie Briand

Secrétariat du Secrétaire Général Adjoint Support et Expertise

Tél : 05 36 25 78 79

**Région académique
OCCITANIE**

Adresse Postale : Rectorat de l'académie de Toulouse - CS8703 - 31077 Toulouse cedex4

Adresse Géographique : Rectorat de l'académie de Toulouse - 75 rue Saint Roch - 31400 Toulouse

www.ac-toulouse.fr | [plan d'accès](#)



VOS REF.

NOS REF.

Mairie de HUOS

Rue du 14 juillet

31210 HUOS

A l'attention de M. Claude PUIGDELLOSAS

REF. DOSSIER **TER-ART-2019-31238-CAS-144179-D1L0B2**

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikael.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLU Arrêt du projet Modification n°2 Commune de Huos

Toulouse, le 23/12/2019

Monsieur le Maire,

Nous accusons réception du dossier du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de **Huos**, décidé par délibération en date du 04/07/2019 par le conseil municipal et transmis pour avis le 16/12/2019 par vos services.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :

LIAISON AERIENNE 63kV NO 1 LANNEMEZAN - VALENTINE**LIAISON SOUTERRAINE 63kV NO 1 GOURDAN - LESTELLE****LIAISON SOUTERRAINE 63kV NO 1 GOURDAN - POINTIS-DE-RIVIERE****LIAISON AERIENNE 63kV NO 1 GOURDAN - MONTREJEAU - POINTIS DE RIVIERE (EN RESERVE)**

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :



Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones **UB, AU0, AU2, A, N et Nc** sur le territoire couvert par le projet de document d'urbanisme.

1/ Annexe concernant les servitudes I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLU afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Nous n'avons pas eu accès aux annexes de votre PLU et notamment celles concernant les servitudes d'utilité publique dans le cadre de cette modification simplifiée. Nous ne pouvons donc pas présager de la bonne représentation de la servitude d'utilité publique codifiée I4 (SUP I4) concernant nos ouvrages de transport d'électricité. De plus, **la situation de ces derniers a changé récemment suite aux mises en service récentes de liaisons souterraines sur votre territoire.**

C'est pourquoi, nous vous demandons de vous appuyer sur le tracé de nos ouvrages disponible en open data pour mettre à jour la SUP I4 sur votre territoire. **Ces tracés sont téléchargeable sous licence ouverte (Etalab) au format SIG sous la plateforme Open Data « Réseaux énergies ».** Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Comme mentionné plus haut, l'absence de pièces listant les servitudes d'utilités publique ne nous permet pas de vérifier leur complétude. C'est pourquoi nous vous demandons de reprendre la liste indiquée en début de la présente pour modifier les SUP I4 présente sur votre territoire. Nous vous demandons également de reprendre le nom et l'adresse du Groupe Maintenance Réseaux en qualité de service responsable de la servitude I4.



Comme stipulé dans le livret « *Prévenir pour mieux construire* » transmis en annexe à ce courrier, notre objectif est d'assurer la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le nom du service localement responsable à consulter pour toute demande d'autorisation d'urbanisme est le Groupe Maintenance Réseaux Béarn.

Ce livret peut être rajouté en annexe de votre PLU.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme.

Nous prenons bonne note, pour l'ensemble des zones et secteurs traversés par nos ouvrages de transport d'électricité HTB, de l'inscription en tant qu'occupations et utilisations du sol admises et autorisées sous conditions par leur mention au sein des articles 2.

De même, nous notons également qu'ils ne sont pas soumis aux dispositions des articles 3 à 13 du règlement.

3/ Rappels liés à la réglementation anti-endommagement

Après analyse de votre plan de zonage, nous observons les points suivants :

- Les emplacements réservés n° 6, 8, 14 et 18 sont à proximité immédiate des liaisons souterraines mentionnées dans ce courrier.
- L'emplacement réservé n° 4 est à proximité immédiate de la liaison aérienne 63kV Lannemezan-Valentine.

Nous attirons votre attention sur le fait que les travaux envisagés sur ces emplacements réservés devront tenir compte de la présence de ces ouvrages électriques. En effet, tous les travaux situés à proximité d'un ouvrage de transport électrique nécessitent des précautions particulières.



Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente au service urbanisme de la DDT de la Haute-Garonne afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT